

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29264]

4 MEI 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het overlegd actieprogramma 2015-2016, ingesteld bij het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende het toezicht op de mededelingen van de Regeringsleden;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 december 2014 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 2014 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 december 2015 en 8 april 2016;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Met toepassing van artikel 6 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, wordt het overlegd actieprogramma voor de periode van 1 juli 2015 tot 30 juni 2016, zoals bepaald als bijlage, goedgekeurd, binnen de perken van de beschikbare jaarkredieten.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2015.

Brussel, 4 mei 2016.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27140]

24 MAI 2016. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.5, D.6, D.95, D.102, D.104, D.105, D.113 et D.114;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, les articles 3, 5, 7, 9, 10, 13, 15 et 18;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolices « Assistant Usage professionnel », « Usage professionnel », « Distribution/Conseil » et « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel - NP »;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 janvier 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 18 février 2016;

Vu l'avis 59191/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;

Considérant l'avis de la Commission Formation agricole n° 7, donné le 4 avril 2016,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en application de l'article D.95 du Code wallon de l'Agriculture, les dispositions relatives à l'organisation des formations de phytolice s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Section 2. — L'agrément des centres de formation

Art. 3. § 1^{er} Tout centre qui souhaite être agréé en application du chapitre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 pour organiser les formations initiales ou continues envoie à l'Administration les données mentionnées à l'annexe 6 du présent arrêté, au minimum soixante jours avant l'organisation de la première activité de formation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les centres qui répondent au 1° ou au 5° de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 peuvent être agréés ou peuvent renouveler leur agrément automatiquement sur simple demande par courrier électronique à l'Administration.

§ 2. La demande d'agrément fait l'objet d'un accusé de réception dans les quinze jours suivant son envoi.

L'accusé de réception indique la date de la réception et le caractère complet et recevable de la demande.

Lorsque le dossier n'est pas complet, l'Administration transmet au demandeur un envoi par tout moyen permettant de conférer date certaine au sens des articles D.15 et D.16 du Code, l'invitant à compléter le dossier dans les trente jours de la réception de l'envoi par le demandeur.

Passé ce délai, ou lorsque les compléments ne sont pas de nature à compléter utilement le dossier, la demande est considérée comme irrecevable.

L'Administration en avise le demandeur, dans les quinze jours à dater de l'expiration du délai.

Art. 4. § 1^{er} Tout centre qui souhaite obtenir le renouvellement de son agrément pour organiser les formations initiales ou continues conformément à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 envoie à l'Administration les données mentionnées à l'annexe 6 du présent arrêté, dans les délais prescrits visés à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016.

§ 2. Les dispositions de l'article 3, § 2, sont applicables *mutatis mutandis* à la procédure de demande de renouvellement de l'agrément.

Section 3. — Les frais de participation

Art. 5. § 1^{er}. Si les pouvoirs publics subventionnent les activités de formation, les frais de participation ne donnent pas lieu à des bénéfices dans le chef du centre de formation. La participation aux frais couvre une partie raisonnable et ne pouvant pas dépasser les frais généraux générés par son activité de formation non couverts par des subventions.

§ 2. L'Administration peut demander aux candidats des frais d'évaluation d'un montant maximum, soumis à l'indexation, de :

1° 50 euros pour les phytolices P1, P2 et NP;

2° 100 euros pour la phytolice P3.

Les montants indiqués dans le présent arrêté suivent le développement de l'indice santé tel que visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. Les montants sont adaptés chaque année, au 1er janvier. L'indice de base est l'indice applicable au 1er janvier 2016.

CHAPITRE II. — Les formateurs

Art. 6. Les formateurs :

1° pour les formations initiales et continues relatives aux phytolices P1, P2 et P3, détiennent une phytolice « Distribution/conseil » (P3) ou son équivalent dans un autre Etat-membre;

2° pour la formation initiale et continue, démontrent une connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de la formation.

Concernant le 1°, dans le cas d'une formation pour l'obtention ou le renouvellement d'une phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » (NP), les formateurs détiennent une phytolice « Distribution/conseil » (P3) ou une phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » (NP) ou leur équivalent dans un autre Etat-membre.

Par dérogation au 1°, les enseignants des réseaux libres et officiels dans le cadre de leurs cours ainsi que les experts qui interviennent dans le cadre de formations initiales et continues sur des thématiques spécifiques qui ne sont pas liées aux produits phytopharmaceutiques ne disposent pas nécessairement d'une phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel » ou « Distribution/conseil ».

Les éléments prouvant que les formateurs répondent aux conditions exigées sont transmis à l'Administration à sa demande.

CHAPITRE III. — *Les formations initiales et continues**Section 1^{re}. — La preuve de l'intérêt à suivre une formation*

Art. 7. Pour accéder aux formations, à la demande du centre de formation, le participant apporte la preuve par toute voie de droit, soit :

- 1° d'un intérêt à suivre des formations de phytolice;
- 2° que la fonction qu'il exerce nécessite la détention d'une phytolice.

Section 2. — La formation initiale

Art. 8. Les programmes des formations initiales conditionnant l'accès aux phytolices "Assistant Usage professionnel (P1)", "Usage professionnel (P2)", "Distribution/Conseil (P3)" et "Distribution/conseil de produits à usage non professionnel (NP)", visées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013, sont définis à l'annexe 1.

Section 3. — La formation continue

Art. 9. Conformément aux articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 19 mars 2013, la formation continue est nécessaire dans le cadre du renouvellement de la phytolice d'un candidat ou si la réussite de l'évaluation ou l'obtention du diplôme ou du certificat d'un candidat date de plus de six ans avant la demande d'octroi de la phytolice.

Art. 10. Conformément à l'article 38 de l'arrêté royal du 19 mars 2013, la formation continue concernant la phytolice « Distribution/Conseil de produits à usage non professionnel (NP) », « Assistant usage professionnel (P1) », « Usage professionnel (P2) » ou « Distribution/Conseil (P3) » implique la participation à respectivement deux, trois, quatre et six modules de formation qui traitent d'un ou de plusieurs sujets de l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Art. 11. § 1^{er} Un module de formation continue a une durée minimale de deux heures.

§ 2. Tout module de formation continue est agréé par l'Administration.

Un centre de formation envoie à l'Administration une demande d'agrément du ou des modules de formation continue contenant les données mentionnées à l'annexe 7, au minimum trente jours avant l'organisation de la première activité de formation continue.

L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans les quinze jours suivant sa réception.

L'accusé de réception indique la date de la réception et le caractère complet et recevable de la demande.

Lorsque le dossier n'est pas complet, l'Administration transmet au demandeur un envoi, par tout moyen permettant de conférer date certaine au sens des articles D.15 et D.16 du Code, l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception de l'envoi par le demandeur.

Passé ce délai, ou lorsque les compléments ne sont pas de nature à compléter utilement le dossier, la demande est considérée comme irrecevable.

L'Administration en informe le demandeur, dans les quinze jours à dater de l'expiration du délai.

L'Administration statue et notifie sa décision au demandeur dans les trente jours à dater de la réception du dossier complet.

Art. 12. Un module de formation est agréé pour une période de trois ans maximum, cette période ne dépassant pas la durée d'agrément du centre de formation.

Un module de formation est agréé seulement une fois au cours de la période visée à l'alinéa 1^{er} sauf si le centre de formation y apporte des modifications substantielles.

Lorsque le centre de formation procède à une modification mineure d'un élément repris à l'annexe 7 du présent arrêté, il le notifie directement, par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code, à l'Administration.

Art. 13. Au plus tard soixante jours avant la date de fin de validité de son agrément, un centre de formation peut introduire une demande de renouvellement des modules de formation auprès de l'Administration, selon le modèle présenté à l'annexe 7 du présent arrêté.

La procédure visée à l'article 11 s'applique *mutatis mutandis* aux demandes de renouvellement des modules de formation.

Art. 14. Les modules de formation continue sont ouverts à toute personne inscrite selon les modalités prévues par le présent arrêté et qui répondent aux conditions énoncées à la section 1^{re}.

Lorsque le candidat en fait la demande, le centre de formation lui délivre une attestation d'inscription reprenant les données mentionnées à l'annexe 8.

Art. 15. Pour chaque module de formation, le candidat signe une feuille de présence en début et en fin de module reprenant ses nom, prénom, date et lieu de naissance et, s'il est déjà détenteur d'une phytolice, le numéro de celle-ci.

Le centre de formation transmet la liste de présences à l'Administration dans les dix jours ouvrables suivant le module de formation.

Art. 16. En cas d'annulation du module de formation, le centre de formation concerné prévient directement l'Administration et réoriente les candidats vers le site internet du Service public de Wallonie.

Art. 17. En cas de retrait de l'agrément de la formation continue conformément à l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016, le centre de formation annule sans délai les formations programmées et réoriente les candidats vers d'autres centres de formation.

Le cas échéant, les participants sont remboursés des frais d'inscription.

Art. 18. Au plus tard trente jours après le suivi de chaque module de formation continue, le centre de formation qui en a fait la demande auprès du Service public fédéral de la Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et de l'Environnement, transmet les données nécessaires au renouvellement de la phytolicense à ce service.

CHAPITRE VI. — *L'évaluation*

Art. 19. L'Administration organise les évaluations dont le contenu et les méthodes sont déterminés aux annexes 2, 3, 4 et 5.

CHAPITRE V. — *La sanction de l'évaluation*

Art. 20. L'Administration corrige l'évaluation selon les modalités déterminées aux annexes 2, 3, 4 et 5.

Art. 21. Dans les trente jours après la date de l'évaluation, l'Administration corrige les évaluations écrites et délivre au candidat une attestation de réussite ou d'échec.

Les attestations visées à l'alinéa 1^{er} reprennent les données mentionnées à l'annexe 9, 10, 11 ou 12, en fonction de la phytolicense visée.

Art. 22. L'attestation de réussite visée à l'article 21 porte, en fonction de la phytolicense visée, la dénomination suivante: « Attestation de réussite de l'évaluation P1 », « Attestation de réussite de l'évaluation P2 », « Attestation de réussite de l'évaluation P3 », « Attestation de réussite de l'évaluation NP ».

Art. 23. Si le candidat échoue lors de l'évaluation, il peut consulter la copie de son évaluation écrite auprès de l'Administration, ou demander une explication aux évaluateurs de son évaluation orale, dans les trente jours à partir de la date de la notification du résultat de l'évaluation.

Toute consultation ou demande d'explication fait l'objet d'un procès-verbal dont le modèle est repris dans l'annexe 13 et est communiquée à l'Administration dans les cinq jours ouvrables suivant la consultation ou l'explication.

CHAPITRE VI. — *Voie de recours*

Art. 24. Après la consultation ou l'explication visée à l'article 23, le candidat peut introduire un recours, auprès de l'Administration, contre le résultat de l'évaluation, dans les dix jours à partir de la date de consultation ou d'explication prévue à l'article 23.

L'Administration accuse réception du recours dans les quinze jours ouvrables de sa réception.

L'Administration notifie sa décision au candidat dans les trente jours de la réception du recours.

Art. 25. Un recours contre les décisions visées aux articles 3, 4, 11 et 13 peut être introduit devant l'Administration dans les trente jours suivant la notification de la décision par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code.

Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

- 1° la dénomination ou la raison sociale du centre, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;
- 2° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée.

L'Administration procède à son instruction et transmet une proposition de décision motivée au Ministre dans les trente jours de la réception du recours.

Le Ministre décide dans les soixante jours suivant la réception du recours et notifie sa décision par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code dans les quinze jours de son adoption.

CHAPITRE VII. — *Disposition abrogatoire*

Art. 26. L'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolices « Assistant Usage professionnel », « Usage professionnel », « Distribution/Conseil » et « Distribution/conseil de produits à usage non professionnel - NP » est abrogé.

CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mai 2016.

Annexe 1. La formation initiale

Département des Politiques Européennes et des Accords internationaux

PWRP - Phytolice "Distribution/conseil de produits non professionnels - NP" - Programme de formation

Programme de formation élaboré en concertation avec IPES Ath, CTHCF, DGO5 du SPW et Comité Régional Phyto

Thématiques	Volume horaire indicatif	Contenu
Législation	1h	<p>Arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable</p> <p>Arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole</p> <p>Arrêté royal du 10 janvier 2010 modifiant l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole (+ FAQ scission des agrégations)</p> <p>Future législation wallonne</p>
Produits phytopharmaceutiques à usage non professionnel (PPP NP)	2h	<p>Définition des PPP NP : glossaire</p> <p>Classification des PPP NP</p> <p>Mode d'action</p> <p>Phytoweb</p>
Bases de production végétale et bonnes pratiques de jardinage	3h	<p>Biologie des végétaux (morphologie simplifiée, taxonomie simplifiée,...)</p> <p>Causes et dégâts aux végétaux (ravageurs, maladies parasitaires, non parasitaires et conditions pédo-climatiques)</p> <p>Bonnes pratiques de jardinage</p>

Stratégies de lutttes et techniques IPM	7h (y inclus une partie pratique)	<p>Présentation des différents systèmes de traitement et moyens de lutte alternative</p> <p>Choix de la technique la plus appropriée</p> <p>Choix et dosage du produit</p> <p>Application des PPP et respect du dosage</p> <p>Nettoyage du matériel - élimination des restes de traitement & emballages & produits périmés</p> <p>Précautions de stockage</p>
Risques	2h	<p>Décodage de l'étiquette (et évolution de la législation)</p> <p>Protection de l'utilisateur et des tiers (EPI, bonnes pratiques, consignes en cas de reconnaissance des symptômes et en cas d'intoxication, numéros utiles)</p> <p>Protection de l'environnement (impact sur l'environnement (plantes non cibles, insectes utiles, faune sauvage, biodiversité, ESU et ESO) pendant/après utilisation des produits, gestion et élimination des restes de bouillies et fons de traitement, bonnes pratiques et interdictions légales)</p>
Communication	1h	<p>Capacité de communiquer les acquis de manière concrète</p> <p>Procédure d'analyse de cas (identification du problème, recherche de la/des solutions appropriée(s), conseils sur la mise en œuvre de la/des solution(s) appropriée(s))</p> <p>Capacité de proposer des solutions concrètes aux questions pratiques relatives aux thématiques suivantes: gestion et traitement des emballages, équipement, gestion et élimination des fonds de traitement,....)</p>

PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLOGIE P1 ASSISTANT À USAGE PROFESSIONNEL

MATIERES	CONTENU	THEORIE	PRATIQUE	SECTORIEL
Législation	Législations relatives à l'utilisation des PPP (zones de protection, distances à respecter,...) 1,00 Implications en cas de non respect de la législation Types de phytotoxicités et prérogatives des détenteurs du niveau de phytotoxicité P1	X X X		
Principes de lutte	<i>Alternatives aux PPP chimiques</i> 1,00 Moyens de lutte (identification et manutention des auxiliaires, méthodes physiques, méthodes thermiques de désherbage,...) Utilisation optimale des agents/produits de contrôle Appareils et techniques de lutte	X X X	X X	X X X
	<i>Produits phytopharmaceutiques (PPP)</i> 1,00 Définition des PPP, y compris des bio-pesticides Classification des PPP Modes d'action des PPP et liens avec les modalités d'application Phytoweb	X X X X		
Utilisation correcte des PPP	<i>Décodage d'une étiquette</i> 6,00 Analyse des informations figurant sur l'étiquette Sensibilisation aux points essentiels des fiches de données de sécurité des PPP	X X	X X	
	<i>Préparation de la bouillie</i> Précautions à prendre lors de la préparation de la bouillie Unités de volume, surface, distance et poids Calcul pour la préparation de la bouillie (dilution, conversion, dose)	X X X	X X X	
	<i>Pulvérisation</i> Réglages de base, étalonnage, fonctionnement et entretien Bonnes pratiques de pulvérisation (conditions météorologiques, ...) Remplissage du pulvérisateur Nettoyage pulvérisateurs et bidons Récupération et élimination des eaux chargées en PPP	X X X X X	X X X X X	X X
	<i>Stockage des PPP</i> Compréhension et respect de l'organisation du local phyto Stockage et élimination des emballages	X X	X	

Risques des PPP <i>Pour l'homme</i>	Notion de toxicité (aiguë et chronique)	2,00	X		
	Voies de contamination		X		
	Impact d'une contamination sur la santé		X		
	Bonnes pratiques pour l'utilisateur et les tiers		X		
	Premiers secours		X	(X)	
	Protection contre la pénétration de PPP dans le corps :		X		
	- Protection de la peau (gants, vêtements de protection)				
	- Protection du système respiratoire (types de masques et de filtres)				
	- Protection des yeux				
	Stockage, entretien et élimination des équipements de protection individuels (EPI)		X		X
<i>Pour l'environnement</i>	Bonnes pratiques (pertes diffuses, pertes ponctuelles, protection des eaux de surface, protection des eaux souterraines, ...)		X		
	Effets des PPP sur le monde vivant (sol, végétal et animal)		X		
	Apparition de résistances		X		
<i>Erreurs et accidents de manipulation</i>	Types d'erreurs et d'accidents		X		
	Risques liés à l'utilisation des machines		X		
	Actions à entreprendre		X		
Lutte phytosanitaire appliquée (au choix parmi: grandes cultures, légumes industriels, fruiticulture, cultures horticoles, aménagement parcs et jardins, pépinières forestières)	<i>Causes des dégâts aux végétaux</i>	4,00	X		
	Types de dégâts		X		
	Causes de dégâts		X		X
	Conséquences des dégâts sur les plantes		X		X
	Application pratique des moyens de lutte		X		
	Types de pulvérisateurs : pulvérisateur à dos et autres pulvérisateurs + types de buses (<i>uniquement pour secteurs concernés</i>)		X	X	
	Autres spécificités		X		X
	<i>Communication avec les tiers</i>		X		
	<i>Communication avec le P2 et/ou le P3</i>		X		
Evaluation/examen		1,00			
	TOTAL	16,00			

PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLICENCE P2 UTILISATEUR À USAGE PROFESSIONNEL

MATIERES	CONTENU	THEORIE	PRATIQUE	SECTORIEL
Législation	Législations concernées par l'utilisation des PPP (zones de protection, distances à respecter,...) Implications en cas de non respect de la législation Dispositions concernant les mesures de protection des travailleurs Types de phytolicensances et prérogatives des détenteurs de chaque niveau de phytolicensance	X X X X		
Stratégies et techniques de protection intégrée des cultures Prophylaxie et moyens de lutte alternatifs	10,00 Concept de lutte intégrée Bonnes pratiques agricoles pour le contrôle des ravageurs et des maladies (rotation, choix variétal, fertilisation et gestion de la matière organique, organismes utiles,...) Utilisation optimale des produits de contrôle: diagnostic, seuil d'alarme et d'intervention Méthodes biologiques, physiques et autres méthodes non chimiques durables Service d'avertissement Appareils et techniques de lutte	X X X X X X	X X X X	X X X X
Produits phytopharmaceutiques (PPP)	15,00 Définition des PPP, y compris les bio-pesticides Classification, catégorie et formulation des PPP Phytoweb Modes d'action des PPP et liens avec les modalités d'application Association et mélange de PPP : avantages et inconvénients	X X X X X		
Décodage d'une étiquette	Analyse des informations figurant sur l'étiquette Compréhension des fiches de données de sécurité	X X	X X	
Préparation de la bouillie	Précautions à prendre lors de la préparation de la bouillie Unités de volume, surface, distance et poids Calcul pour la préparation de la bouillie (dilution, conversion, dose)	X X X	X X X	
Pulvérisation	Réglages de base, étalonnage, fonctionnement et entretien Principes des bas volumes Seuil d'intervention économique	X X X	X X X	X

	Bonnes pratiques de pulvérisation (conditions météorologiques, ...)			X				X
	Remplissage du pulvérisateur			X				X
	Nettoyage pulvérisateurs et bidons			X				X
	Récupération et élimination des eaux chargées en PPP			X				X
	Aménagement et gestion du local phyto			X				X
	Stockage et élimination des emballages			X				
Risques des PPP	Toxicité (aiguë et chronique) et autres dangers des PPP	10,00		X				
	Voies de contamination			X				
	Impact d'une contamination sur la santé de l'utilisateur et du consommateur			X				
	Bonnes pratiques pour l'utilisateur et les tiers			X				
	Premiers secours			X			(X)	
	Protection contre la pénétration de PPP dans le corps :			X				X
	- Protection de la peau (gants, vêtements de protection)							
	- Protection du système respiratoire (types de masques et de filtres)							
	- Protection des yeux							
	Stockage, entretien et élimination des équipements de protection individuels (EPI)				X			
<i>Pour l'environnement</i>	Bonnes pratiques (pertes diffuses et pertes ponctuelles, protection des eaux de surface, protection des eaux souterraines, ...)			X				
	Effets des PPP sur le monde vivant (sol, végétal et animal)			X				
	Dispersion des PPP dans l'air			X				
	Ecotoxicité			X				
	Apparition de résistances			X				
<i>Erreurs et accidents de manipulation</i>	Types d'erreurs et d'accidents			X				
	Risques liés à l'utilisation des machines			X				
	Actions à entreprendre			X				

Lutte phytosanitaire appliquée (au choix parmi : légumes industriels, cultures horticoles, fruiticulture, aménagement parcs et jardins, grandes cultures et pépinières forestières)	<i>Principes généraux de botanique</i>	Morphologie et reconnaissance des plantes (plantes vivaces, monocotylédones, dicotylédones, ...) et liens avec les modalités d'application Processus de croissance et de développement des végétaux (photosynthèse, processus d'absorption d'eau, de nutriments, ...)	X	X	X
<i>Causes des dégâts aux végétaux (adventices, ravageurs, maladies des plantes)</i>	Types de dégâts Ravageurs, maladies et carences Dommages causés par les conditions climatiques (eau, soleil, vent, gel, pollution, ...)	X	X	X	X
<i>Phytotoxicité</i>	Conséquences des dégâts sur la plante : impacts quantitatifs et qualitatifs (rendement, qualité organoleptique, qualité visuelle, ...)	X	X	X	X
<i>Appareils/techniques de lutte spécifiques</i>	Choix du traitement selon le stade de développement du ravageur et de la plante Application pratique des moyens de lutte	X	X	X	X
<i>Communication avec les tiers envers le P1</i>	Types de pulvérisateurs : pulvérisateur à dos et autres pulvérisateurs + types de buses (<i>uniquement pour secteurs concernés</i>) Choix du matériel et des accessoires Autres spécificités	X	X	X	X
<i>Communication avec les résidents, les passants, ...</i>	Communication des consignes de travail et des règles d'aménagement du local Phyto	X	X	X	X
Evaluation/examen	TOTAL	60,00			

PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLICENCE P3 DISTRIBUTION/CONSEIL

Les matières ci-dessous doivent être abordées pour l'ensemble des différents secteurs

MATIERES	CONTENU	THEORIE	PRATIQUE
Législation	<p>Législations relatives à la mise sur le marché, à la conservation et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques</p> <p>Législations relatives à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, en ce compris leur réduction</p> <p>Les types de phytolicensances et prérogatives des détenteurs de chaque niveau de phytolicensance</p> <p>Législations concernant les machines destinées à l'application des pesticides + législations relatives au contrôle obligatoire des pulvérisateurs, y compris des organismes de contrôle agréés auxquels les tâches de contrôle des pulvérisateurs peuvent être déléguées par l'AFSCA</p> <p>Législations relatives à l'agrément de la méthode de production intégrée de fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode</p> <p>Législations relatives à la production biologique, l'étiquetage et aux contrôles des produits biologiques</p> <p>Législations relatives à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire</p> <p>Législations relatives à l'hygiène des denrées alimentaires, aux teneurs pour les résidus de pesticides autorisés sur et dans les denrées alimentaires</p> <p>Législations relatives à la protection du milieu aquatique et de l'eau potable (Code de l'eau : prises d'eau souterraine, zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, ...)</p> <p>Législations relatives à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics et les lieux fréquentés par les groupes vulnérables</p> <p>Législations relatives au permis d'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées</p> <p>Législations relatives à la conditionnalité</p> <p>Dispositions concernant les mesures de protection des travailleurs + tenue des fiches de sécurité</p> <p>Législations relatives aux statistiques sur les pesticides</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>12,00</p>

Stratégies et techniques de protection intégrée des cultures Prophylaxie et moyens de lutte alternatifs	Concept de lutte intégrée	X	21,00	X	X
	Bonnes pratiques agricoles pour le contrôle des ravageurs et des maladies (rotation, choix variétal, fertilisation et gestion de la matière organique, organismes utiles, ...)	X			X
	Utilisation optimale des produits de contrôle: diagnostic, seuil d'alarme et d'intervention	X			X
	Méthodes biologiques, physiques et autres méthodes non chimiques durables	X			X
	Service d'avertissement	X			X
	Appareils et techniques de lutte	X			X
	Produits phytopharmaceutiques (PPP)				
	<i>Définition</i>		30,00		
	Définition des PPP, y compris les bio-pesticides	X			X
	Classification, catégorie et formulation des PPP	X			X
Phytoweb	X			X	
Modes d'action des PPP et liens avec les modalités d'application	X			X	
Association et mélange de PPP : avantages et inconvénients	X			X	
Identification et risques des PPP illégaux	X			X	
<i>Décodage d'une étiquette</i>					
Analyse des informations figurant sur l'étiquette	X			X	
Compréhension des fiches de données de sécurité	X			X	
<i>Préparation de la bouillie</i>					
Précautions à prendre lors de la préparation de la bouillie	X			X	
Unités de volume, surface, distance et poids	X			X	
Calcul pour la préparation de la bouillie (dilution, conversion, dose)	X			X	
<i>Pulvérisation</i>					
Réglages de base, étalonnage, fonctionnement et entretien	X			X	
Principes des bas volumes	X			X	
Seuil d'intervention économique	X			X	
Bonnes pratiques de pulvérisation (conditions météorologiques, ...)	X			X	
Remplissage du pulvérisateur	X			X	
Nettoyage pulvérisateurs et bidons	X			X	
Récupération et élimination des eaux chargées en PPP	X			X	
<i>Stockage</i>					
Aménagement et gestion du local phyto	X			X	
Stockage et élimination des emballages	X			X	

Conséquences des dégâts sur la plante : impacts quantitatifs et qualitatifs (rendement, qualité organoleptique, qualité visuelle, ...)		
<i>Appareils/techniques de lutte spécifiques</i>	Types de pulvérisateurs : pulvérisateur à dos et autres pulvérisateurs + types de buses Choix du matériel et des accessoires Autres spécificités	X X X X
<i>Communication avec les tiers</i>	Communication avec les résidents, les passants, ...	X
<i>Communication envers le P1 et le P2</i>	Communication des consignes de travail et des règles d'aménagement du local Phyto	X
<i>Communication envers la clientèle</i>	Communication relative à la vente et aux conseils	X
Evaluation/examen	TOTAL	120,00

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 2. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice
«Assistant Usage Professionnel» (P1)

Type d'évaluation	Evaluation écrite
Contenu de l'évaluation	L'évaluation porte sur : 1° le programme de formation initiale permettant l'accès à la phytolice « Assistant Usage professionnel » (P1) 2° les objectifs pédagogiques de la phytolice « Assistant Usage professionnel » (P1)
Organisation de l'évaluation	L'évaluation écrite est organisée de la manière suivante : 1° une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Assistant Usage professionnel » (P1) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs est établie par l'Administration; 2° l'évaluation prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM; 3° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière; 4° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie; 5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'évaluation : durée, procédure, document ou matériel autorisé.
Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation	L'Administration corrige l'évaluation écrite.
Seuil de réussite	Seuil de réussite : minimum 70 pour cent.
Titre obtenu	« Attestation de réussite de l'évaluation P1 ».

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 3. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice «Usage Professionnel» (P2)

Type d'évaluation	Évaluation écrite
Contenu de l'évaluation	L'évaluation porte sur : 1° le programme de formation initiale permettant l'accès à la phytolice « Usage professionnel » (P2); 2° les objectifs pédagogiques de la phytolice « Usage professionnel » (P2).
Organisation de l'évaluation	L'évaluation écrite est organisé de la manière suivante : 1° l'Administration établit une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Usage professionnel » (P2) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs; 2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie; 3° l'examen prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM; 4° pour chaque examen, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière; 5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'examen : durée, procédure, document ou matériel autorisé.
Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation	L'Administration corrige l'évaluation écrite.
Seuil de réussite	Seuil de réussite : minimum 70 pour cent.
Titre obtenu	« Attestation de réussite de l'évaluation P2 ».

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 4. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice «Distribution/Conseil» (P3)

Type d'évaluation	L'évaluation comporte: 1° une partie écrite ; 2° une partie orale .
Contenu de l'évaluation	L'évaluation porte sur : 1° le programme de formation initiale permettant l'accès à la phytolice « Distribution/Conseil » (P3); 2° les objectifs pédagogiques de la phytolice « Distribution/Conseil » (P3);
Organisation de l'évaluation	L'évaluation écrite est organisée de la manière suivante : 1° l'Administration établit une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Distribution/Conseil » (P3) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs; 2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie; 3° l'évaluation prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM; 4° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière; 5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'évaluation : durée, procédure, document ou matériel autorisé. L'évaluation orale est organisée de la manière suivante : 1° l'Administration établit une liste de questions orales couvrant l'ensemble de la matière, ainsi qu'une grille d'examen contenant les critères et indicateurs; 2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie; 3° l'Administration identifie au minimum deux personnes qui constituent le « jury »; 4° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à ce que l'évaluation couvre l'ensemble de la matière; 5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités : durée, procédure, document ou matériel autorisé.
Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation	L'Administration corrige l'évaluation .
Seuil de réussite	Seuil de réussite : minimum 70 pour cent au total, avec un minimum de 60 pour cent dans chaque partie d'évaluation.
Titre obtenu	« Attestation de réussite de l'évaluation P3 ».

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 5. Evaluation des connaissances nécessaires à l'obtention de la phytolice « Distribution/Conseil de produits à usage non professionnels » (NP)

Type d'évaluation	Evaluation écrite
Contenu de l'évaluation	L'évaluation porte sur : 1° le programme de formation initiale permettant l'accès à la phytolice « Distribution/conseil de produits à usage non professionnels » (NP); 2° les objectifs pédagogiques de la phytolice « Distribution/conseil de produits non professionnels » (NP);
Organisation de l'évaluation	L'évaluation écrite est organisée de la manière suivante : 1° une liste de questions et réponses couvrant l'ensemble du programme de la formation permettant l'accès à la phytolice « Distribution/Conseil de produits non professionnels » (NP) et tenant compte des objectifs pédagogiques y relatifs est établie par l'Administration; 2° une liste non exhaustive de questions et réponses est mise à la disposition des parties intéressées sur le site internet du Service public de Wallonie; 3° l'évaluation prend la forme d'un questionnaire à choix multiples, dénommé QCM; 4° pour chaque évaluation, l'Administration sélectionne un nombre suffisant de questions de manière à créer un QCM qui couvre l'ensemble de la matière; 5° le vade-mecum disponible sur le site internet du Service public de Wallonie précise les modalités d'évaluation : durée, procédure, document ou matériel.
Acteurs ayant pour tâche de corriger le formulaire d'évaluation	L'Administration corrige l'évaluation écrite .
Seuil de réussite	Seuil de réussite : minimum 70 pour cent.

Type d'évaluation	Evaluation écrite
Titre obtenu	« Attestation de réussite de l'évaluation NP »

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 6. Liste des éléments à transmettre pour une demande ou un renouvellement d'agrément comme centre de formation

La demande d'agrément ou de renouvellement d'un centre de formation est introduite auprès de l'Administration par le demandeur et est accompagnée, au minimum, des documents et renseignements suivants :

1. Identification de l'opérateur de formation :
 - a) description/présentation de la structure (comprenant le numéro d'entreprise);
 - b) coordonnées de l'opérateur de formation;
 - c) siège social de l'opérateur de formation;
 - d) lieu d'activité;
 - e) personne de contact pour le traitement du dossier;
2. La description des moyens et ressources matériels, humains et financiers nécessaires au bon fonctionnement du centre de formation, en ce compris :
 - a) la copie de l'attestation de souscription d'une assurance en responsabilité civile couvrant au minimum tout risque causé ou encouru par le participant;
 - b) les moyens techniques et logistiques ainsi que l'équipement didactique pour l'organisation des activités du centre de formation;
 - c) la liste du personnel administratif nécessaire à la bonne gestion du centre de formation, en ce compris en termes d'encadrement et de coordination des activités;
 - d) la demande faite au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement de pouvoir encoder directement les formations suivies et réussies par les détenteurs de phytolice.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 7. Formulaire de demande ou de renouvellement d'agrément du module de formation continue

1. Informations générales
 - i. Intitulé de la formation
 - ii. Thèmes de formation en ce compris les thèmes de formation reconnus en vertu du chapitre 3, section 2
 - iii. Type de phytolice
 - iv. Public cible
 - v. Année
 - vi. Formateurs
2. Objectifs
Quelles sont les compétences que la formation va développer ?
3. Description générale du module de formation en français (le programme complet sera joint en annexe)
4. Durée totale de la formation en heures
5. Prix de la formation

6. Subventionnement

La formation est-elle subventionnée par la Région wallonne, la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par un organisme d'intérêt public régi par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ?

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 8 : Attestation d'inscription à un module de formation continue pour la phytolice

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, je certifie que Mme/M s'est inscrit(e), le auprès du centre de formation, pour suivre la formation continue nécessaire pour l'obtention ou le renouvellement de l'attestation de réussite à la phytolice Px à la date du

Signature

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 9. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice P1

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) a démontré, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation P1**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

En cas d'échec :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice, je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) n'a pas su démontrer, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013.

Mme/M ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation P1.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 10. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice P2

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) a démontré, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation P2**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

En cas d'échec :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) n'a pas su démontrer, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Mme/M ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation P2.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 11. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice P3

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) a démontré, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation P3**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

En cas d'échec :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) n'a pas su démontrer, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Mme/M ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation P3.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 12. Attestation de réussite ou d'échec de l'évaluation donnant accès à la phytolice NP

En cas de réussite :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) a démontré, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Je lui délivre donc, par la présente, une **attestation de réussite de l'évaluation NP**.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

En cas d'échec :

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je certifie que Mme/M (numéro de registre national :) n'a pas su démontrer, le, une connaissance suffisante des matières énoncées à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

Mme/M ne peut dès lors prétendre à une attestation de réussite de l'évaluation NP.

Pour présenter une nouvelle fois cette évaluation, Mme/M suit obligatoirement une formation dans l'un des centres mentionnés sur le site internet du Service public de Wallonie.

Signature du Directeur général de l'Administration

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 13. Procès-verbal de consultation de l'évaluation écrite/orale

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice,

je soussigné(e) Mme/M., déclare avoir consulté la copie de mon évaluation écrite auprès de l'Administration ou reçu des explications de la part des examinateurs concernant l'évaluation orale présentée à la date du

Ce rapport, réalisé à la date du est transmis à l'Administration dans les cinq jours ouvrables suivant la consultation ou la demande d'explications. Une copie est remise à l'évalué.

Signature de l'évalué

Lieu et Date

Signature de l'examineur

Lieu et Date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 24 mai 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention et le renouvellement d'une phytolice.

Namur, le 24 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2016/27140]

24. MAI 2016 – Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.5, D.6, D.95, D.102, D.104, D.105, D.113 und D.114;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz, Artikel 3, 5, 7, 9, 10, 13, 15 und 18;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-berufliche Nutzung", "berufliche Nutzung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" ermöglichen;

Aufgrund des am 28. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 27. April 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59191/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 zwecks einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutz- und entsprechenden Zusatzmitteln;

In Erwägung des am 4. April 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 7 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 127 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

In Abweichung von Absatz 1 und in Anwendung von Artikel D.95 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft sind die Bestimmungen über die Organisation der Kurse über Phytolizenzen auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region anwendbar.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016" der Erlass der Wallonischen Regierung über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz.

Abschnitt 2 — Die Zulassung der Ausbildungszentren

Art. 3 - § 1. Ein Zentrum, das in Anwendung von Kapitel I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 zugelassen werden möchte, um Erstaus- bzw. Weiterbildungen zu organisieren, übermittelt der Verwaltung die in Anhang 6 des vorliegenden Erlasses angeführten Angaben wenigstens sechzig Tage vor der Durchführung der ersten Ausbildungsaktivität.

In Abweichung des vorerwähnten Absatzes können die Zentren, die die unter Ziffer 1 oder 5 von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 erwähnten Bedingungen erfüllen, ihre Zulassung automatisch oder auf einfache Anfrage durch eine an die Verwaltung gerichtete E-Post erneuern.

§ 2. Der Zulassungsantrag ist innerhalb von fünfzehn Tagen nach seiner Aufgabe Gegenstand einer Empfangsbestätigung.

Die Empfangsbestätigung enthält das Eingangsdatum sowie eine Erklärung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Ist die Akte unvollständig, teilt die Verwaltung dies dem Antragsteller durch jedes Mittel mit, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei sie ihn auffordert, die Akte binnen dreißig Tagen ab dem Eingang des Schreibens des Antragstellers zu vervollständigen.

Nach Ablauf dieser Frist oder falls die übermittelten weiteren Angaben die Akte nicht sinnvoll ergänzen, wird der Antrag als unzulässig gewertet.

Die Verwaltung teilt dies dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Frist mit.

Art. 4 - § 1. Ein Zentrum, das die Erneuerung seiner Zulassung erlangen möchte, um gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 Erstaus- bzw. Weiterbildungen zu organisieren, übermittelt der Verwaltung die in Anhang 6 des vorliegenden Erlasses angeführten Angaben innerhalb der in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2016 vorgeschriebenen Fristen.

§ 2. Die Bestimmungen von Artikel 3 § 2 sind sinngemäß auch auf das Antragsverfahren zur Erneuerung der Zulassung anwendbar.

Abschnitt 3 — Die Teilnahmekosten

Art. 5 - § 1. Falls die öffentlichen Behörden die Ausbildungsaktivitäten bezuschussen, dürfen die Teilnahmekosten nicht dazu führen, dass das Ausbildungszentrum einen Gewinn erwirtschaftet. Die Kostenbeteiligung deckt einen angemessenen Teil, der die allgemeinen Kosten in Verbindung mit der Aktivität der Ausbildung, die nicht durch Zuschüsse gedeckt werden, nicht übersteigen darf.

§ 2. Die Verwaltung darf von den Teilnehmern einen Kostenbeitrag verlangen, dessen indexierter Höchstbetrag sich beläuft auf:

1° 50 Euro für die Phytolizenzen P1, P2 und NP;

2° 100 Euro für die Phytolizenz P3.

Die in dem vorerwähnten Erlass angeführten Beträge folgen der Entwicklung des Gesundheitsindex nach Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zum Schutz der Landeskonnurrenzfähigkeit. Die Beträge werden am 1. Januar eines jeden Jahres angepasst. Bei dem Basisindex handelt es sich um den am 1. Januar 2016 anwendbaren Index.

KAPITEL II — Die Ausbilder

Art. 6 - Die Ausbilder:

1° für die Erstaus- und Weiterbildungen im Bereich der Phytolizenzen P1, P2 und P3 sind Inhaber einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) oder einer gleichwertigen Lizenz in einem anderem Mitgliedstaat;

2° für die Erstaus- und Weiterbildungen erbringen den Beweis aktueller Kenntnisse in den Themenbereichen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung stehen.

Bezüglich Ziffer 1 und falls es sich um eine Ausbildung für die Erlangung oder die Erneuerung einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" handelt, sind die Ausbilder Inhaber einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) oder einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" oder einer gleichwertigen Lizenz in einem anderem Mitgliedstaat.

In Abweichung von Ziffer 1 sind die Lehrkräfte des freien und des offiziellen Netzes im Rahmen ihrer Unterrichtsstunden sowie die Sachverständigen im Rahmen der Erstauss- und Weiterbildungen in spezifischen Themenbereichen, die nicht im Zusammenhang mit Pflanzenschutzmitteln stehen, nicht verpflichtet, Inhaber einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" oder einer Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" zu sein.

Die Angaben, anhand deren belegt wird, dass die Ausbilder die verlangten Bedingungen erfüllen, werden der Verwaltung auf deren Antrag übermittelt.

KAPITEL III — *Erstauss- und Weiterbildungen*

Abschnitt 1 — Nachweis des Interesses, an einer Ausbildung teilzunehmen

Art. 7 - Um Zugang zu den Ausbildungen zu erhalten, erbringt der Teilnehmer auf Anfrage des Ausbildungszentrums durch jegliches Rechtsmittel den Beweis:

- 1° des Interesses, an Ausbildungen zur Erlangung der Phytolizenz teilzunehmen;
- 2° dass das von ihm ausgeübte Amt den Besitz einer Phytolizenz voraussetzt.

Abschnitt 2 — Die Erstausbildung

Art. 8 - Die Erstausbildungsprogramme, die Voraussetzung für den Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent - berufliche Nutzung (P1)", "berufliche Nutzung (P2)", "Vertrieb/Beratung (P3)" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte (NP)" gemäß Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 sind, werden in Anhang 1 bestimmt.

Abschnitt 3 — Die Weiterbildung

Art. 9 - Gemäß den Artikeln 31 und 32 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 ist die Weiterbildung erforderlich im Rahmen der Erneuerung der Phytolizenz eines Teilnehmers, oder falls die erfolgreiche Teilnahme an einer Bewertung oder die Ausstellung des Diploms oder des Zeugnisses eines Bewerbers mehr als sechs Jahre vor dem Antrag auf Gewährung einer Phytolizenz zurückliegt.

Art. 10 - Gemäß Artikel 38 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 setzt die Weiterbildung im Rahmen der Phytolizenzen "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte (NP)", "Assistent - berufliche Nutzung (P1)", "berufliche Nutzung (P2)", "Vertrieb/Beratung (P3)" die Teilnahme an jeweils zwei, drei, vier und sechs Ausbildungsmodulen voraus, die einen oder mehrere Themenbereiche von Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 behandeln.

Art. 11 - § 1. Ein Weiterbildungsmodul hat eine Mindestdauer von zwei Stunden.

§ 2. Jedes Weiterbildungsmodul wird von der Verwaltung zugelassen.

Ein Ausbildungszentrum übermittelt der Verwaltung wenigstens dreißig Tage vor der Durchführung der ersten im Rahmen der Weiterbildung organisierten Ausbildungsaktivität einen Zulassungsantrag über das(die) Ausbildungsmodul(e), der die in Anhang 7 angeführten Angaben beinhaltet.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Zulassungsantrags innerhalb von zwei Wochen nach dessen Eingang.

Die Empfangsbestätigung enthält das Eingangsdatum sowie eine Erklärung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Ist die Akte unvollständig, teilt die Verwaltung dies dem Antragsteller durch jedes Mittel mit, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei sie ihn auffordert, die Akte binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Schreibens des Antragstellers zu vervollständigen.

Nach Ablauf dieser Frist oder falls die übermittelten weiteren Angaben die Akte nicht sinnvoll ergänzen, wird der Antrag als unzulässig gewertet.

Die Verwaltung teilt dies dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Frist mit.

Die Verwaltung fasst ihren Beschluss und übermittelt diesen dem Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab Eingang der vollständigen Akte.

Art. 12 - Ein Ausbildungsmodul wird für eine Dauer von maximal drei Jahren zugelassen, wobei diese Dauer die Dauer der Zulassung des Ausbildungszentrums nicht übersteigt.

Ein Ausbildungsmodul wird im Laufe der in Absatz 1 erwähnten Dauer nur einmal zugelassen, es sei denn, das Ausbildungszentrum ändert dieses Modul grundlegend ab.

Ändert das Ausbildungszentrum einen in Anhang 7 des vorliegenden Erlasses angeführten Bestandteil geringfügig ab, so teilt es dies der Verwaltung unmittelbar durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, mit.

Art. 13 - Spätestens sechzig Tage vor Ablaufdatum der Gültigkeit seiner Zulassung kann das Ausbildungszentrum nach dem in Anhang 7 des vorliegenden Erlasses festgelegten Muster bei der Verwaltung einen Antrag auf Erneuerung der Ausbildungsmodule einreichen.

Das in Artikel 11 erwähnte Verfahren ist sinngemäß auch auf die Anträge auf Erneuerung der Ausbildungsmodule anwendbar.

Art. 14 - Die Weiterbildungsmodule sind jeder Person zugänglich, die nach den Modalitäten des vorliegenden Erlasses eingeschrieben ist und die in Abschnitt 1 angeführten Bedingungen erfüllt.

Falls der Bewerber dies beantragt, stellt das Ausbildungszentrum ihm eine Einschreibebescheinigung aus, die die in Anhang 8 festgelegten Angaben umfasst.

Art. 15 - Für jedes Ausbildungsmodul unterzeichnet der Teilnehmer zu Beginn und bei Abschluss des Moduls eine Anwesenheitsliste mit seinem Namen, Vornamen, Geburtsdatum und -ort und - falls er bereits eine Phytolizenz besitzt - deren Nummer.

Das Ausbildungszentrum übermittelt der Verwaltung die Anwesenheitslisten innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dem Ausbildungsmodul.

Art. 16 - Fällt ein Ausbildungsmodul aus, benachrichtigt das betroffene Ausbildungszentrum unmittelbar die Verwaltung und verweist die Teilnehmer auf die Internetseiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 17 - Beim Entzug der Zulassung der Weiterbildung nach Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 sagt das Ausbildungszentrum die anberaumten Ausbildungen unmittelbar ab und verweist es die Teilnehmer auf andere Ausbildungszentren.

Gegebenenfalls werden den Teilnehmern die Einschreibgebühren erstattet.

Art. 18 - Spätestens dreißig Tage nach der Teilnahme an jedem Weiterbildungsmodul übermittelt das Ausbildungszentrum, das dies bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt beantragt hat, diesem Dienst die zur Erneuerung der Phytolizenz erforderlichen Angaben.

KAPITEL VI — *Bewertung*

Art. 19 - Die Verwaltung organisiert die Bewertungen, deren Inhalt und Methoden in den Anhängen 2, 3, 4 und 5 festgelegt werden.

KAPITEL V — *Das Sanktionieren der Bewertung*

Art. 20 - Die Verwaltung korrigiert die Bewertungen nach den in den Anhängen 2, 3, 4 und 5 festgelegten Modalitäten.

Art. 21 - Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Bewertung korrigiert die Verwaltung die schriftlichen Bewertungen und stellt dem Teilnehmer eine Bescheinigung über den Erfolg oder den Misserfolg aus.

Die in Absatz 1 angeführten Bescheinigungen umfassen die in den Anhängen 9, 10, 11 oder 12 angeführten Angaben je nach der angestrebten Phytolizenz.

Art. 22 - Die in Artikel 21 angeführte Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss trägt je nach der angestrebten Phytolizenz folgende Bezeichnung: "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P1", "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P2", "Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss NP".

Art. 23 - War der Teilnehmer bei der Bewertung nicht erfolgreich, kann er innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum, an dem ihm das Ergebnis seiner Bewertung übermittelt wurde, seine schriftliche Bewertung bei der Verwaltung einsehen, oder die Personen, die seinen mündlichen Prüfungsteil bewertet haben, um eine Erklärung bitten.

Jede Einsichtnahme oder jede Bitte um Erklärungen ist Gegenstand eines Protokolls, dessen Muster in Anhang 13 angeführt wird, und das der Verwaltung innerhalb von fünf Arbeitstagen nach der Einsichtnahme oder Erklärung übermittelt wird.

KAPITEL VI — *Einspruchsmöglichkeiten*

Art. 24 - Nach der in Artikel 23 erwähnten Einsichtnahme oder Erklärung kann der Teilnehmer bei der Verwaltung gegen das Ergebnis der Bewertung Einspruch einlegen und zwar innerhalb von zehn Tagen ab dem Datum der in Artikel 23 vorgesehenen Einsichtnahme oder Erklärung.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Einspruchs innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen nach dessen Eingang.

Die Verwaltung teilt dem Teilnehmer ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs mit.

Art. 25 - Ein Einspruch gegen die in den Artikeln 3, 4, 11 und 13 erwähnten Beschlüsse kann vor der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung des Beschlusses durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eingelegt werden.

Der Einspruch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° Bezeichnung oder Gesellschaftsname des Zentrums, seine Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Einspruchs bevollmächtigten Person;
- 2° die gegen den angefochtenen Beschluss erläuterten Mittel.

Die Verwaltung untersucht den Einspruch und übermittelt dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Einspruchs einen begründeten Beschluss.

Der Minister trifft seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Einspruchs. Er teilt diesen Beschluss durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Verabschiedung mit.

KAPITEL VII — *Aufhebungsbestimmung*

Art. 26 - Der Ministerialerlass vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-berufliche Nutzung", "berufliche Nutzung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" ermöglichen, wird aufgehoben.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmung*

Art. 27 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 24. Mai 2016

Anhang 1 - Erstausbildung

Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen

WPVP - Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NP" - Ausbildungsprogramm

In Absprache mit IPES Ath, C.T.H.C.F., DGO5 des SPW und "Comité Régional Phyto" ausgearbeitetes Ausbildungsprogramm

Thematik	Stundenvolumen (informativ)	Lernstoff
Gesetzgebung	1 St.	KE vom 19. März 2013 zwecks einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutz- und entsprechenden Zusatzmitteln KE vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft KE vom 10. Januar 2010 zur Abänderung des KE vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft (+ Fragen Teilung der Zulassungen) Künftige Wallonische Gesetzgebung
Pflanzenschutzmittel für eine nichtberufliche Nutzung (PSM NP)	2 St.	Definition der PSM NP: Glossar Klassifizierung der PSM NP: Wirkungsweise Phytoweb
Grundlagen der		Biologie der Pflanzen (vereinfachte Morphologie, vereinfachte Taxonomie ...)

Pflanzenproduktion und bewährte Praktiken im Gartenbau	3 St.	<p>Pflanzenschäden und Ursachen (Schädlinge, parasitäre und nicht parasitäre Krankheiten, Boden- und Klimaverhältnisse)</p> <p>Bewährte Praktiken im Gartenbau</p> <p>Darstellung der verschiedenen Behandlungssysteme und alternativen Bekämpfungsmittel</p> <p>Wahl der geeignetsten Technik</p>
	7 St. (einschl. eines praktischen Teils)	<p>Wahl und Dosierung des Produkts</p> <p>Anwendung der PSM und Einhaltung der Dosierung</p> <p>Reinigung der Ausrüstungen – Beseitigung der Rückstände, Verpackungen und abgelaufener Produkte</p> <p>Vorsichtsmaßnahmen bei der Lagerung</p>
Risiken	2 St.	<p>Entzifferung des Etiketts (und Weiterentwicklung der Gesetzgebung)</p> <p>Schutz des Verbrauchers und von Dritten (individuelle Schutzausrüstungen, bewährte Praktiken, Anweisungen bei Erkennung der Symptome und bei Vergiftung, nützliche Nummern)</p> <p>Umweltschutz (Umweltauswirkungen (Nichtzielpflanzen, nützliche Insekten, Wildtiere, Biodiversität, OW und GW) während / nach der Benutzung der Produkte, Behandlung und Entsorgung der Brührückstände und Restmengen, bewährte Praktiken und gesetzliche Verbote)</p>
	1 St.	<p>Fähigkeit, die erworbenen Kenntnisse konkret zu übermitteln</p> <p>Verfahren zur Analyse von Fällen (Identifizierung des Problems, Suche nach der / den optimalen Lösung(en), Beratung bei der Durchführung der optimalen Lösung(en))</p> <p>Fähigkeit, bei praktischen Fragen in Zusammenhang mit folgenden Bereichen konkrete Lösungen vorzuschlagen: Behandlung und Entsorgung der Verpackungen, Ausrüstung, Behandlung und Beseitigung der Restmengen, ...)</p>
Kommunikation		

Ausbildungsprogramm Phytolizenz P1 Assistent - berufliche Nutzung

LERNINHALTE	LERNSTOFF	THEORIE	PRAXIS	SEKTC
Gesetzgebung	Gesetzgebung bezüglich der Verwendung von PSM (Schutzgebiete, einzuhaltende Abstände,...) Auswirkungen bei Nichteinhaltung der Gesetzgebung Arten von Phytolizenzen und Befugnisse der Inhaber der Art Phytolizenz P1	X X X		
Bekämpfungsgundsätze	<i>Alternativen zu chemischen PSM</i> Bekämpfungsmittel (Identifizierung und Handhabung der Hilfsmittel, physische Methoden, thermische Methoden für Unkrautjäten...) Optimale Benutzung der Kontrollmittel/-produkte: Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung	X X X	X X	X X X
Pflanzenschutzmittel (PSM)	Definition der PSM einschließlich der Bio-Pestizide Klassifizierung der PSM Wirkungsweise der PSM und Zusammenhänge mit den Anwendungsverfahren Phytoweb	X X X X		

<i>Für die Umwelt</i>	Bewährte Praktiken (diffuse und punktuelle Verluste, Schutz des Oberflächen- und Grundwassers, ...) Auswirkungen der PSM auf die belebte Umwelt (Boden, Tiere, Pflanzen) Entstehung von Resistenzen	X X X		
<i>Manipulationsfehler und -unfälle</i>	Arten von Fehlern und Unfällen Risiken in Verbindung mit dem Gebrauch von Maschinen Zu unternehmende Schritte	X X X		
Angewandte Schädlingsbekämpfung (wahlweise unter: Ackerbau, Industriegemüse, Obstbau, Gartenbaukultur, Einrichtung Parks und Gärten, Forstgärten)	<i>Ursachen der Pflanzenschäden</i> Art der Schäden Ursachen der Schäden Folgen der Schäden auf die Pflanzen: Praktische Anwendung der Bekämpfungsmittel	X X X X	4,00	
	<i>Spezifische Geräte/Techniken zur Schädlingsbekämpfung</i>			X X
	<i>Kommunikation mit Dritten</i> <i>Kommunikation mit P2 bzw. P3</i>	X X		X X
	Kommunikation mit Anwohnern, Vorbeigängern, ...			
Bewertung / Prüfung			1,00	
	INSGESAMT		16,00	

Ausbildungsprogramm Phytolizenz P2 Benutzer - berufliche Nutzung

LERNINHALTE	LERNSTOFF	THEORIE	PRAXIS	SEKTORIEL L
Gesetzgebung	<p>Gesetzgebung bezüglich der Verwendung von PSM (Schutzgebiete, einzuhaltende Abstände,...) Auswirkungen bei Nichteinhaltung der Gesetzgebung Bestimmungen über die Maßnahmen zum Schutz der Arbeitnehmer Arten von Phytolizenzen und Befugnisse der Inhaber jeder Art Phytolizenz</p>	<p>X X X X</p>		
Strategien und Verfahren zum integrierten Schutz der Kulturen Prophylaxe und alternative Bekämpfungsmittel	<p>Begriff der integrierten Schädlingsbekämpfung Gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft für die Kontrolle der Schädlinge und Krankheiten (Fruchtwechsel, Sortenwahl, Düngung und Behandlung der organischen Stoffe, nützliche Organismen, ...) Optimale Benutzung der Kontrollprodukte: Diagnose, Alarm- und Eingriffsschwelle Biologische, physikalische und sonstige nicht chemische nachhaltige Methoden Warndienst Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung</p>	<p>X X X X X X</p>	<p>X X X X</p>	<p>X X X X X</p>

Pflanzenschutzmittel (PSM)

<i>Definition</i>	Definition der PSM einschließlich der Bio-Pestizide Klassifizierung, Kategorie und Formulierung der PSM Phytoweb Wirkungsweise der PSM und Zusammenhänge mit den Anwendungsverfahren Assoziierung und Vermischung von PSM: Vor- und Nachteile	15,00	X X X X X			
<i>Entzifferung eines Etiketts</i>	Analyse der auf dem Etikett stehenden Informationen		X	X		
<i>Zubereitung der Pflanzensch utzbrühe</i>	Verständnis der Sicherheitsdatenblätter Vorsorgemaßnahmen bei der Zubereitung der Brühe Volumen-, Flächen-, Abstands- und Gewichtseinheiten Berechnungen im Hinblick auf die Zubereitung der Brühe (Verdünnung, Umrechnung, Dosis)		X X	X X		
<i>Versprühen</i>	Basiseinstellungen, Eichung, Funktion und Wartung Grundsätze für die niedrigen Volumeneinheiten Wirtschaftliche Interventionschwelle Bewährte Sprühverfahren (Wetter, ...) Füllen des Sprühgeräts Reinigung der Sprühgeräte und Kanister Rückgewinnung und Entsorgung des mit PSM belasteten Wassers		X X X X X X X	X X X X X X X		X X X
<i>Lagerung</i>	Einrichtung und Verwaltung des Raums zur Lagerung von PSM Lagerung und Entsorgung der Verpackungen		X X	X		

Risiken der PSM	<i>Für den Menschen</i>	(Akute und chronische) Toxizität und sonstige Gefahren der PSM Kontaminierungswege Auswirkungen einer Kontaminierung auf die Gesundheit des Benutzers und Verbrauchers Bewährte Praktiken für den Benutzer und für Dritte Erste Hilfe Schutz gegen das Eindringen von PSM in den Körper: - Schutz der Haut (Handschuhe, Schutzkleidung) - Schutz der Atemwege (Masken, Filter) - Schutz der Augen Lagerung, Instandhaltung und Entsorgung der persönlichen Schutzausrüstungen	10,00	X X X X X X X X	(X) X
	<i>Für die Umwelt</i>	Bewährte Praktiken (diffuse und punktuelle Verluste, Schutz des Oberflächen- und Grundwassers, ...) Auswirkungen der PSM auf die belebte Umwelt (Boden, Tiere, Pflanzen) Streuung der PSM in der Luft Ökotoxizität Entstehung von Resistenzen		X X X X X	
	<i>Manipulation sfehler und - unfälle</i>	Arten von Fehlern und Unfällen Risiken in Verbindung mit dem Gebrauch von Maschinen Zu unternehmende Schritte		X X X	

Angewandte Schädlingbekämpfung (wahlweise unter: Ackerbau, Industriegemüse, Gartenbaukultur, Obstbau, Einrichtung Parks und Gärten, fortschrittliche Kulturen und Baumschulen)	Allgemeine Grundsätze der Botanik	Morphologie und Erkennung der Pflanzen (Dauerpflanzen, Einkeimblättrige, Zweikeimblättrige, ...) und Zusammenhang mit den Anwendungsverfahren	15,00	X	X	
		Wachstums- und Entwicklungsprozesse der Pflanzen (Photosynthese, Wasser- und Nährstoffaufnahme, ...)				
	Ursachen der Pflanzenschäden (Adventivpflanzen, Schädlinge Pflanzenkrankheiten)	Art der Schäden		X	X	
		Schädlinge, Krankheiten und Mängel		X	X	
		Witterschäden (Wasser, Sonne, Wind, Frost, Verschmutzung ...)		X		
		Unerwünschte Kräuter		X	X	
		Pflanzenschädlichkeit		X	X	
		Folgen der Schäden auf die Pflanze: qualitative und quantitative Auswirkungen (Leistung, organoleptische Qualität, Aussehen ...)		X	X	
		Wahl der Behandlung je nach dem Entwicklungsstadium des Schädlings und der Pflanze		X	X	
		Spezifische Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung	Arten von Sprüngeräten: Rückenspritzen und sonstige Geräte + Spritzdüsen (<i>nur für die betreffenden Sektoren</i>)		X	X
			Wahl der Ausrüstung und des Zubehörs		X	X
			Sonstige Besonderheiten		X	X
			Kommunikation mit Anwohnern, Vorbeigängern, ...		X	
		Kommunikation gegenüber P1	Mitteilung der Arbeitsvorschriften und der Regeln für die Einrichtung des Raums zur Lagerung von PSM		X	
Bewertung / Prüfung	INSGESAMT		60,00			

Ausbildungsprogramm Phytolizenz P3 – Vertrieb/Beratung

Die nachstehenden Lerninhalte müssen für alle verschiedenen Bereiche behandelt werden

LERNINHALTE	LERNSTOFF	THEORIE	PRAXIS
Gesetzgebung	Gesetzgebung über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung von Pflanzenschutzmitteln Gesetzgebung über die nachhaltige Verwendung von Pestiziden, einschließlich der Verringerung des Pestizideinsatzes Die Arten von Phytolizenzen und Befugnisse der Inhaber jeder Art Phytolizenz Gesetzgebung über die Maschinen zur Anwendung von Pestiziden + über die obligatorische Kontrolle der Spritzgeräte einschließlich der zugelassenen Kontrolleinrichtungen, denen die Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette die Kontrolle der Spritzgeräte anvertrauen kann Gesetzgebung über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode bei Kernobst, die Kontrolleinrichtungen sowie die Erzeuger, die diese Methode anwenden	X X X X X	X X X X X

<p>Gesetzgebung über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen</p> <p>Gesetzgebung über die Eigenkontrolle, die Meldepflicht und die Rückverfolgbarkeit in der Nahrungsmittelkette</p> <p>Gesetzgebung über die Lebensmittelhygiene, die Gehalte der erlaubten Pestizidrückstände in und auf Lebensmitteln</p> <p>Gesetzgebung über den Schutz der aquatischen Umwelt und des Trinkwassers (Wassergesetzbuch: Grundwasserentnahmestellen, Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone, ...)</p> <p>Gesetzgebung über die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen und an Orten, die für empfindliche Gruppen zugänglich sind</p> <p>Gesetzgebung über die Umweltgenehmigung und die Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten</p> <p>Gesetzgebung im Bereich der Cross Compliance</p> <p>Bestimmungen über die Maßnahmen zum Schutz der Arbeitnehmer + Führung der Sicherheitsmerkmale</p> <p>Gesetzgebung über die Statistik im Bereich der Pestizide</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>		
<p>Strategien und Verfahren zum integrierten Schutz der Kulturen</p> <p>Prophylaxe und alternative Bekämpfungsmittel</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>21,00</p> <p>Begriff der integrierten Schädlingsbekämpfung</p> <p>Gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft für die Kontrolle der Schädlinge und Krankheiten (Fruchtwechsel, Sortenwahl, Düngung und Behandlung der organischen Stoffe, nützliche Organismen, ...)</p> <p>Optimale Benutzung der Kontrollprodukte:</p> <p>Diagnose, Alarm- und Eingriffsschwelle</p> <p>Biologische, physikalische und sonstige nicht chemische nachhaltige Methoden</p> <p>Warndienst</p> <p>Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>

**Pflanzenschutzmittel
(PSM)**

<i>Definition</i>	Definition der PSM, einschließlich der Bio-Pestizide	X	30,00		
	Klassifizierung, Kategorie und Formulierung der PSM	X			
	Phytoweb	X			
	Wirkungsweise der PSM und Zusammenhänge mit den Anwendungsverfahren	X			
	Assoziierung und Vermischung von PSM: Vor- und Nachteile	X			
	Identifizierung und Gefahren von illegalen PSM	X			
	<i>Entzifferung eines Etiketts</i>	Analyse der auf dem Etikett stehenden Informationen		X	X
		Verständnis der Sicherheitsdatenblätter		X	X
	<i>Zubereitung der Pflanzenschutzbrühe</i>	Vorsorgemaßnahmen bei der Zubereitung der Brühe		X	X
		Volumen-, Flächen-, Abstands- und Gewichtseinheiten		X	X
Berechnungen im Hinblick auf die Zubereitung der Brühe (Verdünnung, Umrechnung, Dosis)		X	X		
Basiseinstellungen, Eichung, Funktion und Wartung		X	X		
Grundsätze für die niedrigen Volumen		X	X		
<i>Versprühen</i>	Wirtschaftliche Interventionsschwelle	X	X		
	Bewährte Sprühverfahren (Wetter, ...)	X	X		
	Füllen des Sprühgeräts	X	X		
	Reinigung der Sprühgeräte und Kanister	X	X		
	Rückgewinnung und Entsorgung des mit PSM belasteten Wassers	X	X		
	Einrichtung und Verwaltung des Raums zur Lagerung von PSM	X	X		
	Lagerung und Entsorgung der Verpackungen	X	X		
<i>Lagerung</i>		X			
		X			

Risiken der PSM					
<i>Für den Menschen</i>	(Akute und chronische) Toxizität und sonstige Gefahren der PSM	21,00	X		
	Kontaminierungswege		X		
	Auswirkungen einer Kontaminierung auf die Gesundheit des Benutzers und Verbrauchers		X		
	Bewährte Praktiken für den Benutzer und für Dritte		X		
	Erste Hilfe		X	(X)	
	Schutz gegen das Eindringen von PSM in den Körper:		X		X
	- Schutz der Haut (Handschuhe, Schutzkleidung)				
	- Schutz der Atemwege (Masken, Filter)				
	- Schutz der Augen				
	Lagerung, Instandhaltung und Entsorgung der persönlichen Schutzausrüstungen		X		X
<i>Für die Umwelt</i>	Bewährte Praktiken (diffuse und punktuelle Verluste, Schutz des Oberflächen- und Grundwassers, ...)		X		
	Auswirkungen der PSM auf die belebte Umwelt (Boden, Tiere, Pflanzen)		X		
	Streuung der PSM in der Luft		X		
	Ökotoxizität		X		
	Entstehung von Resistenzen		X		
<i>Manipulationsfehler und -unfälle</i>	Arten von Fehlern und Unfällen		X		
	Risiken in Verbindung mit dem Gebrauch von Maschinen		X		
	Zu unternehmende Schritte		X		

Angewandte Schädlingsbekämpfung	<p><i>Allgemeine Grundsätze der Botanik</i></p> <p><i>Grundsätze der Bekämpfung von Pflanzenkrankheiten und -schädlingen</i></p>	Morphologie und Erkennung der Pflanzen (Dauerpflanzen, Einkeimblättrige, Zweikeimblättrige, ...) und Zusammenhang mit den Anbauverfahren	X	36,00
		Wachstums- und Entwicklungsprozesse der Pflanzen (Photosynthese, Wasser- und Nährstoffaufnahme, ...)	X	
		Wechselwirkung Umwelt - hohen Pflanzen - Pathogenen	X	
		Pathogene (Arten und Entwicklungsstadien)	X	
		Unerwünschte Kräuter	X	
		Physiologische Schäden	X	
		Weterschäden (Wasser, Sonne, Wind, Frost, Verschmutzung ...)	X	
		Schäden durch Phytotoxizität	X	
		Schäden wegen Mangeln	X	
		Beschluss eines Bekämpfungsschemas	X	
		Wahl der Behandlung je nach dem Entwicklungsstadium des Schädlings und der Pflanze	X	
		Folgen der Schäden auf die Pflanze: qualitative und quantitative Auswirkungen (Leistung, organoleptische Qualität, Aussehen ...)	X	
		<i>Spezifische Geräte und Techniken zur Schädlingsbekämpfung</i>		
	Arten von Sprüngeräten: Rückenspritzen und sonstige Geräte + Spritzdüsen	X		
	Wahl der Ausrüstung und des Zubehörs	X		
	Sonstige Besonderheiten	X		
<i>Kommunikation mit Dritten</i>	Kommunikation mit Anwohnern, Vorbeigängern, ...	X		
<i>Kommunikation gegenüber P1 und P2</i>	Mitteilung der Arbeitsvorschriften und der Regeln für die Einrichtung des Raums zur Lagerung von PSM	X		
<i>Kommunikation mit der Kundschaft</i>	Kommunikation für den Verkauf und die Beratung	X		
Bewertung / Prüfung				
	INSGESAMT			120,00

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz
"Assistent - berufliche Nutzung" (P1) erforderlich sind

Art der Bewertung	Schriftliche Bewertung
Inhalt der Bewertung	Die Bewertung bezieht sich auf: 1° das Erstausbildungsprogramm , das den Zugang zur Phytolizenz "Assistent - berufliche Nutzung" (P1) ermöglicht 2° die Lernziele der Phytolizenz "Assistent - berufliche Nutzung" (P1)
Durchführung der Bewertung	Die schriftliche Bewertung wird in folgender Weise durchgeführt: 1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Assistent - Berufliche Nutzung" (P1) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt; 2° Die Bewertung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens; 3° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt; 4° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt; 5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Bewertungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material.
Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren	Die Verwaltung benotet das schriftliche Bewertungsformular .
Mindestergebnis	Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent.
Erworbener Befähigungsnachweis	"Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P1".

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 3 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz
"Berufliche Nutzung" (P2) erforderlich sind

Art der Bewertung	Schriftliche Bewertung
Inhalt der Bewertung	Die Bewertung bezieht sich auf: 1° das Erstausbildungsprogramm , das den Zugang zur Phytolizenz "Berufliche Nutzung" (P2) ermöglicht 2° die Lernziele der Phytolizenz "Berufliche Nutzung" (P2)
Durchführung der Bewertung	Die schriftliche Bewertung wird in folgender Weise durchgeführt: 1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Berufliche Nutzung" (P2) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt; 2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt; 3° Die Prüfung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens; 4° Für jede Prüfung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt; 5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Prüfungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material.
Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren	Die Verwaltung benotet das schriftliche Bewertungsformular .
Mindestergebnis	Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent.
Erworbener Befähigungsnachweis	"Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P2".

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 4 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz
"Vertrieb/Beratung" (P3) erforderlich sind

Art der Bewertung	Die Bewertung besteht aus: 1° einem schriftlichen Teil; 2° einem mündlichen Teil.
Inhalt der Bewertung	Die Bewertung bezieht sich auf: 1° das Erstausbildungsprogramm , das den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) ermöglicht; 2° die Lernziele der Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3);
Durchführung der Bewertung	Die schriftliche Bewertung wird in folgender Weise durchgeführt: 1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung" (P3) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt; 2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt; 3° Die Bewertung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens; 4° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt; 5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Bewertungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material. Die mündliche Bewertung wird in folgender Weise durchgeführt: 1° Die Verwaltung erstellt eine Liste von mündlichen Fragen, die den ganzen Lehrstoff abdecken, sowie ein Bewertungsraster mit den Kriterien und Indikatoren; 2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt; 3° Die Verwaltung bestimmt mindestens zwei Personen, die den "Prüfungsausschuss" bilden; 4° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, so dass die Bewertung den ganzen Lehrstoff abdeckt; 5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Modalitäten fest: Dauer, Verfahren, erlaubtes Dokument bzw. Material.
Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren	Die Verwaltung benotet das Bewertungsformular .
Mindestergebnis	Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent insgesamt und mindestens 60 Prozent für jeden Teil der Bewertung.
Erworbener Befähigungsnachweis	"Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss P3".

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 5 - Bewertung der Kenntnisse, die für die Erlangung der Phytolizenz
"Vertrieb/Beratung - nicht berufliche Produkte" (NP) erforderlich sind

Art der Bewertung	Schriftliche Bewertung;
Inhalt der Bewertung	Die Bewertung bezieht sich auf: 1° das Erstausbildungsprogramm , das den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" (NP) ermöglicht; 2° die Lernziele der Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" (NP);
Durchführung der Bewertung	Die schriftliche Bewertung wird in folgender Weise durchgeführt: 1° Eine Liste mit Fragen und Antworten, die das ganze Ausbildungsprogramm für den Zugang zur Phytolizenz "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte" (NP) abdeckt und die einschlägigen Lernziele berücksichtigt, wird von der Verwaltung erstellt; 2° Eine nicht erschöpfende Liste von Fragen und Antworten wird den Betroffenen auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Verfügung gestellt; 3° Die Bewertung erfolgt in der Form eines Multiple-Choice-Fragebogens; 4° Für jede Bewertung wählt die Verwaltung genügend Fragen aus, um einen Fragebogen zu erstellen, der den ganzen Lehrstoff abdeckt; 5° Der auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbare Leitfaden legt die Bewertungsmodalitäten fest: Dauer, Verfahren, Dokument oder Material.

Art der Bewertung	Schriftliche Bewertung;
Akteure, die beauftragt werden, das Bewertungsformular zu korrigieren	Die Verwaltung benotet das schriftliche Bewertungsformular.
Mindestergebnis	Mindestergebnis: mindestens 70 Prozent.
Erworbener Befähigungsnachweis	"Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss NP"

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 6 - Liste der für einen Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung als Ausbildungszentrum zu übermittelnden Angaben

Der Zulassungs- oder Erneuerungsantrag eines Ausbildungszentrums wird von dem Antragsteller bei der Verwaltung eingereicht. Ihm werden mindestens die folgenden Unterlagen und Auskünfte beigefügt:

1. Identifizierung des Ausbildungsanbieters:

- a) Beschreibung/Darstellung der Struktur (einschließlich der Unternehmensnummer);
- b) Kontaktangaben des Ausbildungsanbieters;
- c) Gesellschaftssitz des Ausbildungsanbieters;
- d) Tätigkeitsort;
- e) Kontaktperson für die Bearbeitung der Akte;

2. Die Beschreibung der materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel und Ressourcen, die für das ordnungsgemäße Funktionieren des Ausbildungszentrums erforderlich sind, einschließlich:

- a) der Kopie der Bescheinigung über den Abschluss einer Haftpflichtversicherung, die mindestens jede Gefahr, die von dem Teilnehmer ausgeht oder der dieser ausgesetzt ist, abdeckt;
- b) der technischen und logistischen Mittel sowie des Lehrmaterials für die Organisation der Aktivitäten des Ausbildungszentrums;
- c) der Liste des Verwaltungspersonals, das für die einwandfreie Verwaltung des Ausbildungszentrums erforderlich ist, einschließlich auf dem Gebiet der Betreuung und der Koordinierung der Aktivitäten;
- d) des an den Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt gerichteten Antrags, um die Ausbildungen, die die Inhaber einer Phytolizenz absolviert und erfolgreich abgeschlossen haben, direkt eintragen zu dürfen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 7 - Formular zur Beantragung oder Erneuerung der Zulassung für ein Weiterbildungsmodul

1. Allgemeine Angaben

- i. Titel des Weiterbildungslehrgangs
- ii. Weiterbildungsthemen einschließlich der aufgrund von Kapitel 3 Abschnitt 2 anerkannten Themen
- iii. Art der Phytolizenz
- iv. Zielgruppe
- v. Jahr
- vi. Ausbilder

2. Zielsetzungen

Welche Kompetenzen wird der Lehrgang entwickeln?

3. Allgemeine Beschreibung des Weiterbildungsmoduls auf Französisch (das vollständige Programm wird im Anhang beigefügt)

4. Gesamte Dauer des Lehrgangs in Stunden

5. Preis des Lehrgangs

6. Bezuschussung

Wird dieser Lehrgang durch die Wallonische Region, die Föderation Wallonie-Brüssel oder eine Einrichtung öffentlichen Interesses, die dem Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses unterliegt, bezuschusst?

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 8: Einschreibebestätigung für ein Weiterbildungsmodul für die Phytolizenz

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz bestätige ich, dass Frau/Herr
..... sich am
bei dem Ausbildungszentrumangemeldet hat, um am
an dem Weiterbildungslehrgang teilzunehmen, der für die Erlangung oder die Erneuerung der Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Phytolizenz Px notwendig ist.

Unterschrift

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 9 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz P1

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz bestätige ich, dass Frau/Herr
..... (Nationalregisternummer:)
am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P1** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Bei nicht erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz bestätige ich, dass Frau/Herr
..... (Nationalregisternummer:)
am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P1 keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr
..... verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 10 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz P2

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr
(Nationalregisternummer:) am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P2** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Bei nicht erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr
(Nationalregisternummer:) am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P2 keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Anhang 11 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz P3

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr
(Nationalregisternummer:) am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P3** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Bei nicht erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr
(Nationalregisternummer:) am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung P3 keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstauss- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigelegt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Anhang 12 - Bescheinigung über den erfolgreichen oder nicht erfolgreichen Abschluss der Bewertung für den Zugang zur Phytolizenz NP

Bei erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr
(Nationalregisternummer:) am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nachgewiesen hat.

Hiermit stelle ich ihm also eine **Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung NP** aus.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Bei nicht erfolgreichem Abschluss:

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

bestätige ich, dass Frau/Herr
(Nationalregisternummer:) am eine zureichende Kenntnis der in Anhang 3 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen aufgeführten Themenbereiche nicht nachweisen konnte.

Frau/Herr kann daher auf eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Bewertung NP keinen Anspruch haben.

Um sich dieser Bewertung erneut zu unterziehen, ist Frau/Herr verpflichtet, eine Ausbildung in einem der auf der Website des öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Zentren zu absolvieren.

Unterschrift des Generaldirektors der Verwaltung

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 13 - Protokoll der Einsichtnahme in die schriftliche/mündliche Bewertung

Gemäß den Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz

erklärt die/der Unterzeichnete, Frau/Herr
in ihre/seine schriftliche Prüfungsarbeit bei der Verwaltung Einsicht genommen zu haben oder Erklärungen betreffend die am abgelegte mündliche Prüfung von den bewertenden Personen erhalten zu haben.

Dieser Bericht, der am erstellt wurde, wird der Verwaltung innerhalb von fünf Werktagen nach der Einsichtnahme oder nach der Bitte um Erklärungen übermittelt. Eine Abschrift wird dem Teilnehmer übergeben.

Unterschrift des Teilnehmers

Ort und Datum

Unterschrift der bewertenden Person

Ort und Datum

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 24. Mai 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung und die Erneuerung einer Phytolizenz beigefügt zu werden.

Namur, den 24. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2016/27140]

24 MEI 2016. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolizentie

De Minister van Leefmilieu, van Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.5, D.6, D.95, D.102, D.104 tot D.105, D.113 en D. 114;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de aanvullende voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie, inzonderheid op de artikelen 3, 5, 7, 9, 10, 13, 15 en 18 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fytolicensies "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik - NP";

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 januari 2016;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 18 februari 2016;

Gelet op het advies 59191/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

Gelet op het advies van de "Commission formation agricole" (Commissie landbouwopleiding) nr 7, gegeven op 4 april 2016,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 ervan.

In afwijking van het eerste lid, zijn de bepalingen betreffende de organisatie van cursussen voor de fytolicensie overeenkomstig artikel D.95 van het Landbouwwetboek van toepassing op het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder : besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 : besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolicensie.

Afdeling 2. — Erkenning van de opleidingscentra

Art. 3. § 1. Elk centrum dat erkend wenst te worden overeenkomstig hoofdstuk 1 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 om de aanvankelijke of voortgezette opleidingen te organiseren, dient de gegevens vermeld in bijlage 6 bij dit besluit bij de administratie in minstens zestig dagen voor de organisatie van de eerste opleidingsactiviteit.

In afwijking van vorig lid kunnen de centra die voldoen aan 1° tot 5° van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 erkend worden of een verlenging van hun erkenning krijgen na eenvoudig verzoek via e-mail, gericht aan de administratie.

§ 2. Voor de erkenningsaanvraag wordt, binnen de vijftien dagen na versturen ervan, een bericht van ontvangst gekregen.

Op het bericht van ontvangst wordt de datum van ontvangst vermeld, evenals het feit of de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Indien het dossier onvolledig is, richt de administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek een bericht aan de aanvrager waarin hij verzocht wordt zijn dossier binnen de dertig dagen na ontvangst van dat bericht te vervolledigen.

Als die termijn eenmaal verstreken is of indien de aanvullende gegevens niet van dien aard zijn dat ze het dossier op nuttige wijze aanvullen, wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

De administratie licht de aanvrager daar binnen de vijftien dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn over in.

Art. 4. § 1. Elk centrum dat zijn erkenning om de aanvankelijke of voortgezette opleidingen overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 verlengd wenst te zien, dient de gegevens vermeld in bijlage 6 van dit besluit bij de administratie in binnen de termijn opgelegd bij en bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016.

§ 2. De bepalingen bedoeld in artikel 3, § 2, zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de procedure betreffende de aanvraag tot verlenging van de erkenning.

Afdeling 3. — Deelnamekosten

Art. 5. § 1. Als de overheid de opleidingsactiviteiten subsidieert, mogen de deelnamekosten het opleidingscentrum geen winst opleveren. De deelname in de kosten dekt een redelijk gedeelte dat de algemene, niet onder subsidie vallende kosten voortvloeiend uit zijn opleidingsactiviteit niet mag overstijgen.

§ 2. De administratie kan van de kandidaten een evaluatiekostprijs vragen met een, te indexeren, maximumbedrag van :

1° 50 euro voor fytolicensies P1, P2 en NP;

2° 100 euro voor fytolicensie P3.

De bedragen vermeld in dit besluit volgen de ontwikkeling van de gezondheidsindex zoals bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Jaarlijks op 1 januari worden de bedragen aangepast. Het basisindexcijfer is het indexcijfer van toepassing op 1 januari 2016.

HOOFDSTUK 2. — *Opleidingenverstrekkers*

Art. 6. De opleiders :

- 1° voor de aanvankelijke en voortgezette opleidingen betreffende fytolicensies P1, P2 en P3, zijn houder van een fytolicensie « Distributie/voorlichting » (P3) of equivalent ervan in een andere lidstaat ;
- 2° voor de aanvankelijke en voortgezette opleiding, tonen aan dat ze over een bijgehouden kennis beschikken in verband met de onderwerpen die verband houden met de opleidingsinhoud.

Betreffende 1° zijn de opleidingenverstrekkers in het geval van een opleiding voor het verkrijgen of het verlengen van een fytolicensie "Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP) houder van een fytolicensie « Distributie/voorlichting » (P3) of een fytolicensie "Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP) of equivalent ervan in een andere lidstaat.

In afwijking van 1° hoeven de leraren van het vrij en het officieel net in het kader van hun cursussen, evenals de experts die optreden in het kader van aanvankelijke en voortgezette opleidingen op specifieke thema's die niet verband houden met fytofarmaceutische producten niet noodzakelijk houder te zijn van een fytolicensie "Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" of « Distributie/Voorlichting ».

De gegevens aan de hand waarvan aangetoond wordt dat de opleidingenverstrekkers voldoen aan de vereiste voorwaarden worden op haar aanvraag aan de administratie overgemaakt.

HOOFDSTUK 3. — *De aanvankelijke en voortgezette opleidingen**Afdeling 1. — Bewijs van het belang om een opleiding te volgen*

Art. 7. Om toegang te krijgen tot de opleidingen, toont de deelnemer op verzoek van het opleidingscentrum met elk rechtsmiddel aan ofwel :

- 1° een belang om opleidingen inzake fytolicensie te volgen ;
- 2° dat de functie die hij uitoefent het houden van een fytolicensie noodzakelijk maakt.

Afdeling 2. — De aanvankelijke opleiding

Art. 8. De programma's van de aanvankelijke opleidingen die de voorwaarden regelen voor de toegang tot de fytolicensies "Assistent professioneel gebruik" (P1), "Professioneel gebruik" (P2), "Distributie/Voorlichting (P3)" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik (NP)", bedoeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013, worden omschreven in bijlage 1.

Afdeling 3. — De voortgezette opleiding

Art. 9. Overeenkomstig de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 is de voortgezette opleiding noodzakelijk in het kader van de verlenging van de fytolicensie van een kandidaat of als het slagen voor de evaluatie of het verkrijgen van het diploma of het getuigschrift van een kandidaat dateert van zes jaar voor de aanvraag tot toekenning van de fytolicensie.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 38 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 houdt de voortgezette opleiding betreffende de fytolicensies "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik (NP)", "Assistent professioneel gebruik" (P1), "Professioneel gebruik" (P2) of "Distributie/Voorlichting (P3)" de deelname in aan respectievelijk twee, drie, vier en zes opleidingsmodules die één of meerdere onderwerpen van bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 behandelen.

Art. 11. § 1. Een module van de voortgezette opleiding heeft een minimumduur van twee uur.

§ 2. Elke module van de voortgezette opleiding wordt door de administratie erkend.

Een opleidingscentrum dient minstens dertig dagen voor de organisatie van de eerste activiteit van de voortgezette opleiding een erkenningsaanvraag bij de administratie in voor de module(s) van de voortgezette opleiding die de gegevens vermeld in bijlage 7 bevatten.

De administratie geeft een ontvangstbericht van de erkenningsaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan af.

Op het bericht van ontvangst wordt de datum van ontvangst vermeld, evenals het feit of de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Indien het dossier onvolledig is, richt de administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek een bericht aan de aanvrager waarin hij verzocht wordt zijn dossier binnen de vijftien dagen na ontvangst van dat bericht te vervolledigen.

Als die termijn eenmaal verstreken is of indien de aanvullende gegevens niet van dien aard zijn dat ze het dossier op nuttige wijze aanvullen, wordt de aanvraag onontvankelijk geacht.

De administratie licht de aanvrager daar binnen de vijftien dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn over in.

De administratie neemt haar beslissing en geeft er kennis van aan de aanvrager binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier.

Art. 12. Een opleidingsmodule wordt erkend voor een periode van maximum drie jaar, waarbij die periode de erkenningsduur van het opleidingscentrum niet mag overschrijden.

Een opleidingsmodule wordt enkel één maal in de loop van de periode bedoeld in lid 1 erkend, behalve als het opleidingscentrum deze substantieel wijzigt.

Indien het opleidingscentrum een gegeven bedoeld in bijlage 7 bij dit besluit lichtjes wijzigt, geeft het daar onmiddellijk bij elk middel dat een vaste datum verleent aan het bericht in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek kennis van aan de administratie.

Art. 13. Ten vroegste zestig dagen vóór de einddatum van de geldigheidsduur van zijn erkenning kan een centrum een aanvraag tot verlenging van de opleidingsmodules indienen bij de administratie, volgens het model bepaald in bijlage 7 bij dit besluit.

De procedure bedoeld in artikel 11 is *mutatis mutandis* van de toepassing op de aanvragen tot verlenging van de opleidingsmodules.

Art. 14. De modules van de voortgezette opleiding staan open voor iedere persoon ingeschreven volgens de modaliteiten bedoeld bij dit besluit die voldoen aan de voorwaarden verwoord in afdeling 1.

Indien de kandidaat daar de aanvraag toe indient, verstrekt het opleidingscentrum hem een inschrijvingsattest met vermelding van de gegevens bedoeld in bijlage 8.

Art. 15. Voor elke vormingsmodule ondertekent de kandidaat een aanwezigheidsblad bij het begin en aan het einde van de module, waarop zijn naam, voornaam, geboortedatum en –plaats vermeld zijn en, indien hij reeds houder is van een fytollicentie, het nummer ervan.

Het opleidingscentrum maakt de aanwezigheidslijst binnen de tien werkdagen volgend op de opleidingsmodule aan de administratie over.

Art. 16. Bij schrapping van de opleidingsmodule stelt het betrokken opleidingscentrum de administratie daar onmiddellijk van in kennis en verwijst de kandidaten naar de website van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 17. Wanneer de erkenning voor de voortgezette opleiding overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 wordt ingetrokken, schrapt het opleidingscentrum onverwijld de geprogrammeerde opleidingen en worden de kandidaten naar andere opleidingscentra doorverwezen.

In voorkomend geval worden de inschrijvingskosten aan de deelnemers terugbetaald.

Art. 18. Uiterlijk dertig dagen na de opvolging van iedere module voor de voortgezette opleiding maakt het opleidingscentrum dat de aanvraag daartoe indient bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu de gegevens betreffende de vernieuwing van de fytollicentie over aan die dienst.

HOOFDSTUK 4. — *Evaluatie*

Art. 19. De administratie organiseert de evaluaties waarvan de inhoud en de methodes bepaald zijn in de bijlagen 2, 3, 4 en 5.

HOOFDSTUK 5. — *Sanctie van de evaluatie*

Art. 20. De administratie corrigeert de evaluatie volgens de modaliteiten bepaald in de bijlagen 2, 3, 4 en 5.

Art. 21. Binnen de dertig dagen na de datum van de evaluatie corrigeert de administratie de schriftelijke evaluaties en verstrekt de kandidaat een attest van welslagen of niet-slagen.

De attesten bedoeld in lid 1 vermelden de gegevens bedoeld in bijlage 9, 10, 11 of 12 in functie van de beoogde fytollicentie.

Art. 22. Het attest van welslagen bedoeld in artikel 21 heeft in functie van de beoogde fytollicentie volgend opschrift als titel : « Attestation de réussite de l'évaluation P1 (Attest van welslagen voor de evaluatie P1) », « Attestation de réussite de l'évaluation P2 (Attest van welslagen voor de evaluatie P2) », « Attestation de réussite de l'évaluation P3 (Attest van welslagen voor de evaluatie P3) », « Attestation de réussite de l'évaluation NP (Attest van welslagen voor de evaluatie NP) ».

Art. 23. Als de kandidaat niet slaagt voor de evaluatie, wordt hem bij de administratie inzage in zijn kopij van de schriftelijke evaluatie verleend of kan hij uitleg vragen van de evaluatoren bij zijn mondelinge evaluatie, binnen de dertig dagen te rekenen van de datum van kennisgeving van de uitslag van de evaluatie.

Elke inzage of elke vraag om uitleg wordt in een proces-verbaal vastgelegd, waarvan het model opgenomen is in bijlage 13 en aan de administratie gericht binnen de vijf werkdagen volgend op bedoelde inzage of uitleg.

HOOFDSTUK 6. — *Beroepsmiddel*

Art. 24. Na de inzage of de uitleg bedoeld in artikel 23 kan de kandidaat een beroep bij de administratie indienen tegen de uitslag van de evaluatie binnen de tien dagen te rekenen van de datum van inzage of uitleg bedoeld in artikel 23.

De administratie meldt ontvangst van elk beroep binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen van de ontvangst ervan.

De administratie geeft kennis van haar beslissing aan de kandidaat binnen de dertig dagen van de ontvangst van het beroep.

Art. 25. Er kan een beroep tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 3, 4, 11 en 13 ingediend worden bij de Administratie binnen dertig dagen van de kennisgeving van haar beslissing bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

Het beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° de benaming of de firmanaam van het centrum, haar rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die het beroep mag instellen;
- 2° de middelen aangevoerd tegen de omstreden beslissing.

De administratie behandelt het beroep en maakt een voorstel tot gemotiveerde beslissing over aan de Minister binnen de dertig dagen van de ontvangst van het beroep.

De Minister beslist binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van het beroep en deelt binnen de vijftien dagen van het aannemen van haar beslissing, deze beslissing mee bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

HOOFDSTUK 7. — *Opheffingsbepaling*

Art. 26. Het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fytollicenties "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik – NP" wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 8. — *Slotbepaling*

Art. 27. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 24 mei 2016.

Bijlage 1. Aanvankelijke opleiding

Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden	
WaaIs ontwerp-programma voor de vermindering van pesticiden (PWRP)-Fytocentrie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP)- Opleidingsprogramma	
Opleidingsprogramma uitgewerkt in samenwerking met "IPES Ath", "CTHCF", "DGO5" van de Waalse Overheidsdienst en "Comité Régional Phyto" (Gewestelijk comité Fyto)	
Thema's	Indicatief uurvolume
Wetgeving	1h
<p>Koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen</p> <p>Koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik</p> <p>Koninklijk besluit van 10 januari 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik (+ FAQ (frequently asked questions) splitsing van de erkenningen)</p> <p>Toekomstige Waalse wetgeving</p>	
Gewasbeschermingsmiddelen voor niet-professioneel gebruik (GBM NP)	2h
Definitie van de gewasbeschermingsmiddelen voor niet-professioneel gebruik (GBM NP): glossarium	
Classificatie van de GBM's NP	
Werkingswijze	
Phytowebe	
Basis voor de plantenproductie en goede praktijken inzake tuinverzorging	3h
Plantkunde (gesimplificeerde morfologie, gesimplificeerde taxonomie,...)	
Oorzaken en schade aan de planten (vernielers, parasitaire ziekten, niet-parasitaire ziekten en pedo-klimatologisch voorwaarden) goede praktijken inzake tuinverzorging	
Strategieën voor bestrijdingen en technieken IPM	7u (met inbegrip van één uur praktisch gedeelte)
<p>Voorstelling van de verschillende behandelingsystemen en alternatieve bestrijdingsmiddelen</p> <p>Keuze van de meest aangepaste techniek</p> <p>Keuze en dosering van het product</p> <p>Toepassing van de GBM's en naleving van de dosering</p> <p>Reiniging van het materiaal – verwijdering van de behandelingsresten en verpakkingen en vervallen producten</p> <p>Voorzorgen inzake opslag</p> <p>Decodering van het etiket (en ontwikkeling van de wetgeving)</p> <p>Bescherming van de gebruiker en van derden (Individuele Beschermingsuitrusting, instructies in geval van erkenning van de symptomen en in geval van vergiftiging, nuttige nummers)</p>	
Risico's	2h

	Milieubescherming (effect op het milieu (niet tot de doelsoorten behorende planten, nuttige insecten, wilde fauna, biodiversiteit, OPW en GRW) tijdens/na het gebruik van de producten, beheer en verwijdering van de resten van pappen, behandelingsresten, goede praktijken en wettelijke verbodsbepalingen)
Communicatie	Vermogen om de verworven kennis op concrete maier over te brengen Procedure m.b.t. de analyse van een geval (identificatie van het probleem, het zoeken naar de geschikte oplossing(en), raadgevingen over de uitvoering van degeschikte oplossing (en) Vermogen om concrete oplossingen voor te stellen voor de praktische vragen m.b.t. de volgende thema's: beheer en behandeling van de verpakkingen, uitrusting, beheer en verwijdering van de behandelingsresten,...)

PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLICENCE P1 ASSISTANT À USAGE PROFESSIONNEL

ONDERWERPEN	INHOUD	THEORIE	PRAKTIJK	SECTORAAL
Wetgeving	Wetgevingen inzake het gebruik van de GBM (beschermingsgebieden, na te leven, afstanden,...) Gevolgen in geval van niet-naleving van de wetgeving Types fytolicensies en voorrechten van de houders van het fytolicensniveau P1	X X X		
Bestrijdingsbeginselen	<i>Alternatieven voor de chemische GBM</i> <i>Gewasbeschermingsmiddelen (GBM)</i> Werkwijzen van de GBM's en verband met de toepassingsmodaliteiten Phytoweb	X X X X	X X	X X X
Correct gebruik van de GBM's	<i>Decodering van een etiket</i> <i>Voorbereiding van de pap</i> <i>Verstuiving</i> <i>Opslag van de GBM's</i>	X X X X X X X	X X X X X X X	X X X X X X X X X

Risico's van de GBM's	Opslag en verwijdering van de verpakkingen				
	Toxiciteit (acuut en chronisch)	2,00	X		
	Besmettingsmogelijkheden		X		
	Gevolg van een besmetting op de gezondheid		X		
	Goede praktijken voor de gebruiker en derden		X		
	Eerste hulp		X	(X)	
	Bescherming van het lichaam tegen de GBM's		X	X	
	-Bescherming van de huid (handschoenen, beschermingskledij)				
	-Bescherming van het ademhalingsstelsel (soorten maskers en filters)				
	-Bescherming van de ogen				
	Opslag, onderhoud en verwijdering van de individuele beschermingsuitrustingen (EPI)		X		
	Voor het milieu				
	Goede praktijken (diffuus verlies en plaatselijk verlies, bescherming van het oppervlaktewater, bescherming van het grondwater, ...)		X		
	Gevolgen van het gebruik van GBM's op het leefmilieu (bodem, planten en dieren)		X		
	Het opduiken van weerstand		X		
	Fouten en ongevallen tijdens de hantering				
	Soorten fouten en ongevallen		X		
	Risico's in verband met het gebruik van de machines		X		
	Te ondernemen acties		X		
	Toegepaste fytosanitaire bestrijding				
	(naar keuze onder: grote gewassen, Industriële groenten, fruitteelt Tuinbouwgewassen, inrichting parken en tuin bosboomkwekerijen)	4,00	X		
	Oorzaken van de schade aan de planten				
	Typen schade		X		
	Oorzaken van de schade		X		
	Gevolgen van de schade op de planten		X	X	
	Praktische toepassing van de bestrijdingsmiddelen		X		
	Apparatuur/specifieke bestrijdings-technieken				
	Soorten verstuivers: rugsproeiers en andere verstuivers + soorten spuitdoppen (alleen voor de betrokken sectoren)		X	X	
	Andere specificiteiten		X	X	
	Communicatie met derden				
	Communicatie met de P2 en/of de P3		X		
	Communicatie met bewoners, voorbijgangers, ...		X		
	Communicatie met de P2 en/of de P3		X		
	Evaluatie/examen				
		1,00			
	TOTAAL	16,00			

PROGRAMME DE FORMATION PHYTOLOGIE P2 UTILISATEUR À USAGE PROFESSIONNEL

ONDERWERPEN	INHOUD	THEORIE	PRAKTIJK	SECTORAAL
Wetgeving	Wetgeving betreffende het gebruik van de GBM's (beschermingsgebied, na te leven afstanden,...) Gevolgen in geval van niet-naleving van de wetgeving Bepalingen betreffende de beschermingsmaatregelen voor de werknemers Typen fytotoxicities en voorrechten van de houders van elk niveau van fytotoxiciteit	X X X X		
Strategieën en technieken van geïntegreerde bescherming van de gewassen Voorkomen van besmettelijke ziektes en alternatieve bestrijdingsmiddelen	10,00 Begrip van geïntegreerde bestrijding Goede landbouwpraktijken voor de controle van de vernielers van de gewassen en de ziektes (vruchtwisseling, raskeuze, bemesting en beheer van de organische stoffen, nuttige organismen,...) Optimaal gebruik van de controleproducten Diagnose, alarm- en interventiedrempel De biologische, fysische methoden en andere duurzame niet-chemische methoden Waarschuwingsdienst Apparatuur en bestrijdingstechnieken	X X X X X X X X	X X X X	X X X X
Gewasbeschermingsmiddelen (GBM)	15,00 Definitie Omschrijving van de GBM's met inbegrip van de bio-pesticiden Rangschikking, categorie en formulering van GBM's Phytoweb Werkwijzen van de GBM's en verband met de toepassingsmodaliteiten Verbinding en mengsel van GBM's: voordelen en nadelen Analyse van de gegevens die op het etiket worden verstrekt	X X X X X X X	X	
Decodering van een etiket	Begrip van de fiches met de veiligheidsgegevens	X	X	
Voorbereiding van de pap	Te nemen voorzorgsmaatregelen tijdens de voorbereiding van de pap Volume-eenheden, oppervlakte, afstand en gewicht Berekening voor de voorbereiding van de pap (verduunning, omrekening, dosis)	X X X	X X X	
Spuitmachine	Basisregelingen, kalibratie, werking en onderhoud Beginselen van de lage volumes Economische interventiedrempel Goede praktijken inzake verstuiving (weersomstandigheden,...) Het vullen van de verstuiver Reiniging van de verstuivers en kannen Terugwinning en verwijdering van het water besmet met GBM's	X X X X X X X	X X X X X X X	X X X X X X X

	Opslag	Inrichting en beheer van het fyto-lokaal Opslag en verwijdering van de verpakkingen	X X	X		
Risico's van de GBM's	Voor de mens	Toxiciteit (acuut en chronisch) en andere gevaren van de GBM's Besmettingsmogelijkheden Gevolg van een besmetting op de gezondheid van de gebruiker en van de consument Goede praktijken voor de gebruiker en derden Eerste hulp Bescherming van het lichaam tegen de GBM's -Bescherming van de huid (handschoenen, beschermingskledij) -Bescherming van het ademhalingsstelsel (soorten maskers en filters) -Bescherming van de ogen Opslag, onderhoud en verwijdering van de individuele beschermingsuitrustingen (EPI)	X X X X X X X X X	(X) X		
	Voor het milieu	Goede praktijken (diffuus verlies en plaatselijk verlies, bescherming van het oppervlaktewater, bescherming van het grondwater, ...) Gevolgen van het gebruik van GBM's op het leefmilieu (bodem, planten en dieren) Verspreiding van de GBM's in de lucht Ecotoxiciteit Het opduiken van weerstand	X X X X X			
	Fouten en ongevallen tijdens de hantering	Soorten fouten en ongevallen Risiko's in verband met het gebruik van de machines Te ondernemen acties	X X X			
	Toegepaste fyto-anitaire bestrijding (naar keuze onder: Industriële groenten, tuinbouw, fruitteelt, inrichting parken en tuinen, grote gewassen en boomkwekerijen)	Algemene botanische beginselen	Morfologie en erkenning van de planten (doorlevende planten, eenzaadlobbige planten, tweezaadlobbige planten,...) en verband met de toepassingsmodaliteiten 15,00 Groei- en ontwikkelingsproces van de planten (fotosynthese, waterabsorptie, absorptie van voedingsstoffen,...)	X X		X
		Oorzaken van de schade aan planten/onkruid vernielers van de gewassen, ziektes van de planten)	Typen schade Vernielers van de gewassen, ziektes en tekortkomingen Schade aangericht door de weersomstandigheden (water, zon, wind, vorst, verontreiniging,...)	X X X		X X
		Fytotoxiciteit	Onkruid Fytotoxiciteit	X X		X X
		Gevolgen van de schade op de planten	kwantitatieve en kwalitatieve gevolgen (rendement, organoleptische kwaliteit, visuele kwaliteit, ...)	X		X
		Keuze van de behandeling volgens het ontwikkelingsstadium van de vernielers van het gewas en van de plant	Praktische toepassing van de bestrijdingsmiddelen	X		X
	Apparatuur/spe cifieke bestrijdings-technieken	Soorten verstuivers: rugsproeiers en andere verstuivers + soorten spuitdoppen (alleen voor de betrokken sectoren) Keuze van het materiaal en van de hulpapparaten Andere specificiteiten	X X X	X		X X X

Strategieën en technieken van geïntegreerde bescherming van de gewassen	bijhouden van de veiligheidsfiches	X		
	Wetgevingen betreffende de statistieken voor pesticiden	X		
	Begrip van geïntegreerde bestrijding		21,00	
Gewasbeschermingsmiddelen (GBM)	Goede landbouwpraktijken voor de controle van de vernielers van de gewassen en de ziektes (vruchtwisseling, raskeuze, bemesting en beheer van de organische stoffen, nuttige organismen,...)	X		X
	Optimaal gebruik van de controleproducten diagnose, alarm- en interventiedrempel	X		X
	De biologische, fysische methoden en andere duurzame niet-chemische methoden	X		X
	Waarschuwingdienst	X		X
	Apparatuur en bestrijdingstechnieken	X		X
	Omschrijving van de GBM's met inbegrip van de bio-pesticiden	X	30,00	
	Rangschikking, categorie en formulering van GBM's	X		
	Phytoweb	X		
	Werkwijzen van de GBM's en verband met de toepassingsmodaliteiten	X		
	Verbinding en mengsel van GBM's: voordelen en nadelen	X		
	Identificatie en risico's van de illegale GBM's	X		
	Analyse van de gegevens die op het etiket worden verstrekt	X		X
	Begrip van de fiches met de veiligheidsgegevens	X		X
	Te nemen voorzorgsmaatregelen tijdens de voorbereiding van de pap	X		X
Volume-eenheden, oppervlakte, afstand en gewicht	X		X	
Berekening voor de voorbereiding van de pap (verdunning, omrekening, dosis)	X		X	
Spuilmachine	Basisregelingen, kalibratie, werking en onderhoud	X		X
	Beginselen van de lage volumes	X		X
	Economische interventiedrempel	X		X
	Goede praktijken inzake verstuiving (weersomstandigheden,...)	X		X
	Het vullen van de verstuiver	X		X
	Reiniging van de verstuivers en kannen	X		X
	Terugwinning en verwijdering van het water besmet met GBM's	X		X
Opslag	Inrichting en beheer van het fyto-lokaal	X		X
	Opslag en verwijdering van de verpakkingen	X		X

Risico's van de GBM's				
<i>Voor de mens</i>	<p>Toxiciteit (acuut en chronisch) en andere gevaren van de GBM's</p> <p>Besmettingsmogelijkheden</p> <p>Gevolg van een besmetting op de gezondheid van de gebruiker en van de consument</p> <p>Goede praktijken voor de gebruiker en derden</p> <p>Eerste hulp</p> <p>Bescherming van het lichaam tegen de GBM's</p> <ul style="list-style-type: none"> -Bescherming van de huid (handschoenen, beschermingskledij) -Bescherming van het ademhalingsstelsel (soorten maskers en filters) -Bescherming van de ogen <p>Opslag, onderhoud en verwijdering van de individuele beschermingsuitrustingen (EPI)</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>21,00</p>	<p>X</p>
<i>Voor het milieu</i>	<p>Goede praktijken (diffuus verlies en plaatselijk verlies, bescherming van het oppervlaktewater, bescherming van het grondwater, ...)</p> <p>Gevolgen van het gebruik van GBM's op het leefmilieu (bodem, planten en dieren)</p> <p>Verspreiding van de GBM's in de lucht</p> <p>Ecotoxiciteit</p> <p>Het opduiken van weerstand</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>		<p>X</p>
<i>Fouten en ongevallen tijdens de hantering</i>	<p>Soorten fouten en ongevallen</p> <p>Risico's in verband met het gebruik van de machines</p> <p>Te ondernemen acties</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>		
Toegepaste fyto-sanitaire bestrijding	<p><i>Algemene botanische beginselen</i></p> <p>Morfologie van de planten (doorlevende planten, eenzaadlobbige planten, tweekaadlobbige planten, ...) en verband met de toepassingsmodaliteiten</p> <p>Groei- en ontwikkelingsproces van de planten (fotosynthese, waterabsorptie, absorptie van voedingsstoffen, ...)</p> <p>Interactie milieu – hoge planten – ziekteverwekkers</p> <p>Ziekteverwekkers (soorten en ontwikkelingsstadium)</p> <p>Onkruid</p> <p>Fysiologische schade</p> <p>Schade aangericht door de weersomstandigheden (water, zon, wind, vorst, verontreiniging, ...)</p> <p>Schade aangericht door de fytoxiciteit</p> <p>Schade aangericht door tekortkomingen</p> <p>Beslissingsschema voor de bestrijding</p> <p>Keuze van de behandeling volgens het ontwikkelingsstadium van de vernier van het gewas en van de plant</p> <p>Gevolgen van de schade op de planten kwantitatieve en kwalitatieve gevolgen (rendement, organoleptische kwaliteit, visuele kwaliteit, ...)</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>36,00</p>	<p>X</p>

Apparatuur/specifieke bestrijdingstechnieken	Soorten verstuivers: rugsproeiers en andere verstuivers + soorten spuitdoppen		
	Keuze van het materiaal en van de hulpapparaten	X	X
	Andere specificiteiten	X	X
<i>Communicatie met derden</i>	Communicatie met bewoners, voorbijgangers,...	X	
<i>Communicatie t.o.v. de P1 en de P2</i>	Communicatie van de werkinstructies en van de inrichtingsregels van het fyto-lokaal	X	
<i>Communicatie t.o.v. de klanten</i>	Communicatie betreffende de verkoop en de voorlichting	X	
Evaluatie/examen	TOTAAL	120,00	

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fyto-licentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolicensie
"Assistent professioneel gebruik" (P1)

Type evaluatie	Schriftelijke evaluatie
Inhoud van de evaluatie	De evaluatie heeft betrekking op: 1° het programma van de aanvankelijke opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Assistent professioneel gebruik" (P1) 2° de pedagogische doelstellingen van de fytolicensie "Assistent professioneel gebruik" (P1)
Organisatie van de evaluatie	De schriftelijke evaluatie wordt georganiseerd als volgt: 1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Assistent professioneel gebruik" (P1) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen; 2° de evaluatie neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst; 3° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangelegenheid betreft; 4° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst; 5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de evaluatiemodaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal.
Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier	Het Bestuur verbetert de schriftelijke evaluatie .
Slaagdrempel	Slaagdrempel: minimum 70 procent.
Behaalde titel	"Attest van welslagen voor de evaluatie P1".

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen en het verlengen van een fytolicensie
"Professioneel gebruik" (P2)

Type evaluatie	Schriftelijke evaluatie
Inhoud van de evaluatie	De evaluatie heeft betrekking op: 1° het programma van de aanvankelijke opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Professioneel gebruik" (P2); 2° de pedagogische doelstellingen van de fytolicensie "Professioneel gebruik" (P2)
Organisatie van de evaluatie	De schriftelijke evaluatie wordt georganiseerd als volgt: 1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Professioneel gebruik" (P2) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen; 2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst; 3° het examen neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst; 4° voor elk examen kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangelegenheid betreft; 5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de examenmodaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal.
Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier	Het Bestuur verbetert de schriftelijke evaluatie .
Slaagdrempel	Slaagdrempel: minimum 70 procent.
Behaalde titel	"Attest van welslagen voor de evaluatie P2".

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 4. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie
"Distributie/voorlichting" (P3)

Type evaluatie	De evaluatie omvat: 1° een schriftelijke evaluatie; 2° een mondelijke evaluatie.
Inhoud van de evaluatie	De evaluatie heeft betrekking op: 1° het programma van de aanvankelijke opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting" (P3); 2° de pedagogische doelstellingen van de fytolicensie "Distributie/voorlichting" (P3);
Organisatie van de evaluatie	De schriftelijke evaluatie wordt georganiseerd als volgt: 1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting" (P3) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen; 2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst; 3° de evaluatie neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst; 4° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangeleheid betreft; 5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de evaluatiemodaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal. De mondelinge evaluatie wordt georganiseerd als volgt: 1° het Bestuur maakt een lijst op van mondelinge vragen die betrekking hebben op het geheel van de aangeleheid alsook een examenrooster met de criteria en wijzers; 2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst; 3° het Bestuur identificeert minstens twee personen die de examencommissie samenstellen; 4° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen opdat de evaluatie het geheel van de aangeleheid zou betreffen; 5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de modaliteiten: duur, procedure, document of toegelaten materiaal.
Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier	Het Bestuur verbetert de evaluatie .
Slaagdrempel	Slaagdrempel: Minimum 70 procent in totaal met een minimum van 60 procent in elk evaluatiedeel.
Behaalde titel	"Attest van welslagen voor de evaluatie P3".

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 5. Evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie
"Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik (NP)"

Type evaluatie	Schriftelijke evaluatie
Inhoud van de evaluatie	De evaluatie heeft betrekking op: 1° het programma van de aanvankelijke opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP); 2° de pedagogische doelstellingen van de fytolicensie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP);

Type evaluatie	Schriftelijke evaluatie
Organisatie van de evaluatie	De schriftelijke evaluatie wordt georganiseerd als volgt: 1° het Bestuur maakt een lijst op van vragen en antwoorden die betrekking hebben op het geheel van het programma van de opleiding die toegang geeft tot de fytolicensie "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik" (NP) en die rekening houden met de desbetreffende pedagogische doelstellingen; 2° een niet-volledige lijst van de vragen en antwoorden wordt ter beschikking gesteld van de betrokken partijen op de website van de Waalse Overheidsdienst; 3° de evaluatie neemt de vorm aan van een meerkeuzevragenlijst; 4° voor elke evaluatie kiest het Bestuur een voldoende aantal vragen om een meerkeuzevragenlijst op te maken die het geheel van de aangeleheid betreft; 5° het op de website van de Waalse Overheidsdienst beschikbare vademecum bepaalt de evaluatiemodaliteiten: duur, procedure, document of materiaal.
Actoren die belast zijn met de verbetering van het evaluatieformulier	Het Bestuur verbetert de schriftelijke evaluatie .
Slaagdrempel	Slaagdrempel: minimum 70 procent.
Behaalde titel	"Attest van welslagen voor de evaluatie NP".

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 6. Lijst van de elementen die overgemaakt moeten worden voor een aanvraag
of een verlenging van erkenning als opleidingscentrum

De aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning van een opleidingscentrum wordt door de aanvrager bij het Bestuur ingediend en omvat minstens de volgende documenten en inlichtingen:

1. Identificatie van de opleidingsoperator:
 - a) beschrijving/voorstelling van de structuur (met inbegrip van het bedrijfsnummer);
 - b) personalia van de opleidingsoperator;
 - c) maatschappelijke zetel van de opleidingsoperator;
 - d) activiteitsplaats;
 - e) contactpersoon voor de behandeling van het dossier;
2. De omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen die nodig zijn voor de goede werking van het opleidingscentrum, met inbegrip van:
 - a) het afschrift van het attest voor het afsluiten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid die minstens elk risico voor de deelnemer dekt;
 - b) de technische en logistieke middelen alsook van de didactische uitrusting voor de organisatie van de activiteiten van het opleidingscentrum;
 - c) de lijst van het administratief personeel dat nodig is voor het goede beheer van het opleidingscentrum, met inbegrip van de begeleiding en de coördinatie van de activiteiten;
 - d) de aanvraag gericht aan de de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu om de opleidingen die de houders van fytolicensies gevolgd of geslaagd door de houders van fytolicensie rechtstreeks te kunnen coderen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 7. Formulier voor de aanvraag of de verlening van erkenning van de module
van de voortgezette opleiding

1. Algemene informatie
 - i. Naam van de opleiding
 - ii. Opleidingsthema's met inbegrip van de opleidingsthema's erkend krachtens hoofdstuk 3, afdeling 2
 - iii. Type fytolicensie
 - iv. Doelpubliek
 - v. Jaar
 - vi. Opleiders
2. Doelstellingen
Wat zijn de bevoegdheden die de opleiding zal ontwikkelen?

3. Algemene beschrijving van de opleidingsmodule in het Frans (het volledige programma zal als bijlage gevoegd worden)

4. Totale duur van de opleiding in uren

5. Prijs van de opleiding

6. Subsidiëring

Wordt de opleiding door het Waalse Gewest, door de Federatie Wallonië-Brussel of door een openbare instelling gesubsidieerd geregeld door de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ?

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 8 : Inschrijvingsattest voor een module van de voortgezette opleiding voor de fytolicentie

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie, verklaar ik dat Mevrouw/de heerzich op.....heeft ingeschreven bij het opleidingscentrum.....om de voortgezette opleiding te volgen die nodig is voor het verkrijgen of de hernieuwing van het attest van welslagen voor de fytolicentie Px op.....

Handtekening

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 9. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicentie P1

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie, verklaar ik dat Mevrouw/de heer (rijksregisternummer:) op heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

Hierbij verstrek ik haar/hem een **attest van welslagen van de evaluatie P1**.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

In geval van zakken:

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie, verklaar ik dat Mevrouw/de heer (rijksregisternummer:) op niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013.

Mevr./de heer..... mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie P1.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 10. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicentie P2

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer (rijksregisternummer:)
op heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Hierbij verstrek ik haar/hem **een attest van welslagen van de evaluatie P2.**

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

In geval van niet-geslaagde evaluatie:

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer (rijksregisternummer:)
op niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Mevr./de heer mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie P2.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer
..... verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 11. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicentie P3

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer (rijksregisternummer:)
op heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Hierbij verstrek ik haar/hem **een attest van welslagen van de evaluatie P3.**

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

In geval van niet-geslaagde evaluatie:

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer (rijksregisternummer:)
op niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Mevr./de heer mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie P3.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer
..... verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicentie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 12. Attest van welslagen of zakken voor de evaluatie die toegang geeft tot fytolicensie NP

In geval van welslagen :

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer
(rijksregisternummer:)

op heeft bewezen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Hierbij verstrek ik haar/hem een **attest van welslagen van de evaluatie NP**.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

In geval van niet-geslaagde evaluatie:

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie,

verklaar ik dat Mevrouw/de heer
 (rijksregisternummer:)

op niet heeft kunnen bewijzen van een voldoende kennis van de aangelegenheden vermeld in bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

Mevr./de heer
 mag dan ook geen aanspraak maken op een attest van welslagen van de evaluatie NP.

Om deze evaluatie opnieuw af te leggen volgt Mevr./de heer
 verplicht een opleiding in één van de centra vermeld op de website van de Waalse Overheidsdienst.

Handtekening van de Directeur-generaal van het Bestuur

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 13. Raadplegingsnotulen van de schriftelijke/mondelijke evaluatie

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie,

verklaar ondergetekende Mevr./de heer
 het afschrift van mijn schriftelijke evaluatie bij het Bestuur te hebben geraadpleegd of uitleggen te hebben gekregen van de onderzoekers betreffende de mondelinge evaluatie afgelegd op

Dit verslag dat op.-is opgemaakt, wordt binnen vijf werkdagen na de raadpleging of het vragen van uitleggen aan het Bestuur overgemaakt. Er wordt een afschrift aan de geëvalueerde persoon overgemaakt.

Handtekening van de geëvalueerde persoon

Plaats en datum

Handtekening van de examinerator

Plaats en datum

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 24 mei 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de aanvankelijke en de voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie.

Namen, 24 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO